

CERTIFICAT DE FORMATION CONTINUE EN PHILOSOPHIE DES RESSOURCES HUMAINES

« CURE DE PHILOSOPHIE POUR CADRES »

2006 - 2007

---

# La contribution du travail bénévole à la richesse nationale

(Exemple avec la Croix-Rouge fribourgeoise)

**Charles Dewarrat**

**Travail final de certificat  
déposé auprès de**

**Monsieur le Professeur Dr Paul Dembinski, Université de Fribourg  
Avril 2007**

## Table des matières

<b>Préambule</b>	4
<b>Résumé</b>	5
<b>Introduction</b>	6
<b>Chapitre 1 : La notion de richesse</b>	
• Qu'est-ce que la richesse ?	8
• La notion de richesse nationale	9
• La création de richesse à travers les principaux courants de pensées	10
• De la richesse nationale au concept de comptabilité nationale	15
<b>Chapitre 2 : Le travail, facteur de richesses matérielles et sociales</b>	
• Le sens du travail	18
• L'homme et le travail	19
• Le travail, la richesse et le pouvoir	19
• Que signifie produire ?	21
• Produire pour satisfaire un besoin ou un plaisir ?	23
<b>Chapitre 3 : L'autre richesse</b>	
• La richesse invisible	26
• Comment évaluer la satisfaction de la vie ?	27
• La richesse écologique et sociale	33
<b>Chapitre 4 : La richesse économique et sociale du travail bénévole</b>	
• La place des organisations sans but lucratif dans l'économie	34
• L'exemple du Canada	35
• Comment évaluer le travail non rémunéré ?	38
• Peut-on mesurer le bien-être national ?	40
• Le travail bénévole en Suisse	41

**Chapitre 5 : La Croix-Rouge fribourgeoise (CRF) et son apport économique et social**

• Institution caritative ou entreprise de services ?	43
• La part contributive de la CRF à la richesse nationale	44
<b>Conclusion</b>	49
Bibliographie	51

## **Préambule**

*Que l'on parle de philosophie, en s'interrogeant sur le sens de la richesse ou d'économie, en recherchant l'origine de la richesse, ou encore de textes bibliques, en méditant sur le fait qu'il serait plus aisé pour un chameau de passer par le trou d'une aiguille qu'à un riche d'entrer dans le royaume des cieux, la signification du mot richesse, on s'en rend compte, est très vaste.*

*Je me suis aperçu de cette complexité au fur et à mesure que mon travail progressait. En partant d'un simple désir de comprendre comment une ONG contribue au produit intérieur brut du pays, me voilà parti à relire mes classiques d'économie politique, Adam, Smith, Jean-Baptiste Say et les autres...*

*J'avoue que ce travail de réflexion m'a amené plus loin que je ne le pensais, même si, en même temps, j'ai le sentiment de n'avoir qu'effleuré le sujet. Je requiers donc, sur ce point, l'indulgence du lecteur. C'est un travail personnel fait de lectures et de réflexions, qui a comme unique objectif, de comprendre pour quelles raisons nous en sommes arrivés, de nos jours, à comptabiliser nos activités économiques essentiellement sur l'échange monétaire alors que tant de personnes, sans échange économique, créent autant de richesses sociales, même si cette richesse-là, on ne la saisit pas.*

*Fribourg, avril 2007*

*Charles Dewarrat*

*« L'homme n'est riche qu'en proportion de ce qu'il peut abandonner »*

*Henry David Thoreau, philosophe américain, 19<sup>ème</sup>*

## Résumé

Les philosophes, comme les économistes, portent, un jour ou l'autre, leur réflexion sur le sens du mot *richesse*. En économie, c'est une notion fondamentale qui est considérée tantôt comme une abondance de biens, tantôt comme une quantité de biens produite. La richesse est donc à la fois statique (fortune) et dynamique (production) et elle relève autant de l'action individuelle que de l'action collective.

De la pensée grecque aux économistes contemporains, la richesse est d'abord assimilée à une production, qu'elle provienne de la nature (production agricole) ou du travail humain (production de biens et services). Cette vision des choses a fortement influencé la construction de nos comptabilités nationales, lesquelles, encore aujourd'hui, à l'exception de quelques pays, ne prennent en considération que la production des biens et des services qui sont échangés contre rémunération.

Toutefois, cette approche semble insuffisante pour apprécier le bien-être d'une population car des quantités de services échappent à la comptabilisation nationale. Pensons un instant à l'ensemble du travail non rémunéré, fourni soit à titre individuel ou au sein d'associations, dans des domaines divers comme la culture, l'éducation, le sport et l'entraide sociale. Ce travail fut très longtemps négligé, voire même ignoré, alors qu'il joue un rôle essentiel pour la vie familiale et la vie en société. Le Produit Intérieur Brut ne devrait donc pas rester le seul indicateur de notre « croissance économique » et laisser croire ainsi que la valeur et la réussite d'une société se résume à sa production de biens matériels vendus sur le marché.

En analysant les activités de la Croix-Rouge fribourgeoise, on constate que certaines prestations humanitaires et sociales participent directement au PIB de la Suisse alors que d'autres, non rémunérées et non comptabilisées, créent autant de richesses utiles au développement économique et social. En se basant sur les recherches en cours, en Suisse et à l'étranger, l'étude montre comment le travail non rémunéré peut être considéré en tant que grandeur économique.

## Introduction

Jusqu'au 20<sup>ème</sup> siècle, l'expression *richesse nationale* est utilisée couramment en économie et en philosophie<sup>1</sup> pour désigner la production annuelle des biens et services d'un pays, ce que nous appelons, aujourd'hui, le *Produit intérieur brut* (PIB). Adam Smith publie en 1776 un ouvrage qui fera date, du reste, dans l'histoire de l'économie politique: «*Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*». A cette époque, les processus qui mènent à l'enrichissement des nations n'étaient pas encore maîtrisés, tout comme, par ailleurs, l'explication sur l'origine des crises et des pénuries. Les réflexions menées par les fondateurs<sup>2</sup> de l'économie ont inévitablement marqué la révolution industrielle du 19<sup>ème</sup> siècle et l'avènement du capitalisme. Les comptabilités nationales, qui sont mises en place en Europe au sortir de la guerre 39 – 45, subissent tout naturellement, elles aussi, l'influence de la doctrine classique liée à la création de richesse, c'est-à-dire à la production de biens et de services tangibles, des produits à la fois mesurables, quantifiables et monnayables.

Par contre, « l'autre richesse », celle qui n'apparaît pas dans les circuits économiques traditionnels, ces prestations gratuites et spontanées qui rendent pourtant la vie des gens plus agréable et qui contribuent, elles aussi, à la richesse d'un peuple tout autant que les biens de consommation, cette richesse-là n'apparaît pas dans le registre des comptabilités nationales. Dès lors, notre perception de la richesse nationale peut être faussée d'autant plus que le PIB enregistre, de nos jours, tout ce qui, d'une manière ou d'une autre, augmente le chiffre d'affaires des entreprises, sans se soucier de leur provenance. Ainsi, toutes les activités humaines liées à la lutte contre la pollution, contre les effets du changement climatique, contre le trafic de drogues et les conséquences sociales, toutes ces interventions « réparatrices » de l'activité humaine participent à ce que l'on nomme la « croissance économique ».

En revanche, beaucoup d'activités créatrices, éducatrices et sociales, qui ne font l'objet d'aucun marchandage monétaire, n'apparaissent pas dans le flux des échanges économiques et ne participent donc pas, officiellement, à la création de la richesse nationale.

Dans ce contexte, il semble intéressant de comprendre la contribution d'une association à but non lucratif comme celle de la Croix-Rouge fribourgeoise qui est à la fois une entreprise productrice de services rémunérés, qui participent à la croissance du PIB, et une institution caritative qui produit, notamment avec ses bénévoles, autant de services utiles à la société que la comptabilité nationale, toutefois, ignore.

A l'heure où les ONG sont parfois considérées comme des « ponctionneuses de richesses économiques »<sup>3</sup>, il paraît nécessaire de rappeler l'importance de cette « autre richesse » qui apporte autant de bien-être aux hommes et d'harmonie à la société que les produits de consommation censés représenter la réussite et le progrès.

---

<sup>1</sup> Les précurseurs, puis les fondateurs de l'économie étaient autant des philosophes que des économistes

<sup>2</sup> D'autres économistes célèbres ont vécu à la même époque qu'Adam Smith, tels que Quesnay, Malthus, Say, Ricardo, etc. Une brève allusion à leur pensée est faite au chapitre 1.

<sup>3</sup> L'expression est empruntée à Patrick Viveret dans son ouvrage « Reconsidérer la richesse »

La réflexion menée s'est ainsi construite autour des quelques questions suivantes:

Comment la notion de richesse a-t-elle été perçue au cours de l'histoire humaine ?  
Quelles sont les véritables sources de la richesse ? Comment mesurer la richesse du travail non rémunéré ?

Le fait d'enregistrer dans notre comptabilité nationale non seulement des biens et des services tangibles mais aussi d'autres valeurs, certes plus difficiles à identifier et à évaluer, serait un indicateur de bien-être supplémentaire pour comprendre la société et, le cas échéant, pour modifier notre politique sociale et environnementale.

\* \* \*

## La notion de richesse

### Qu'est-ce que la richesse ?

Toute la symbolique de la richesse s'inscrit, depuis la nuit des temps, dans la réflexion, pour ainsi dire, de toutes les sciences humaines. La relation de l'homme à la richesse fait partie à la fois de son quotidien et de sa pensée philosophique. Chaque jour, en effet, nous produisons ou dépensons des biens ou des services avec, à l'esprit, une référence comptable alors que, dans le même temps, nous considérons volontiers que la vraie richesse sur terre n'est pas matérielle, puisque le bonheur et le bien-être s'expriment d'abord au niveau cérébral par la satisfaction ou l'accomplissement d'un besoin ou d'un désir.

La notion de richesse est donc vaste. Elle est à la fois tout ce qui satisfait l'homme, ses besoins, ses désirs, ce qu'il entreprend, ce que la nature lui donne, ce qui est gratuit ou onéreux, tout ce qui est valeur et utilité.

Il nous faut donc considérer, au départ, la richesse sous deux aspects:

- La richesse matérielle
- La richesse immatérielle

Sur le plan matériel, la richesse peut se concevoir selon l'utilité que l'homme attribue à tel ou tel bien ou service qu'il peut se procurer. Un bien naturel, tel que l'eau, est une richesse définie par rapport à son utilité<sup>4</sup>, sans pour autant qu'elle ait une grande valeur marchande. Mais la richesse peut aussi se définir selon la valeur accordée à un objet. Une bague, un tableau, peuvent être d'une grande richesse sans pour autant qu'ils soient utiles. Le travail renferme lui aussi une notion de richesse puisqu'il permet de produire de nouveaux biens. Ces notions seront examinées plus largement au chapitre suivant.

Sur le plan immatériel et subjectif<sup>5</sup>, la notion de richesse peut avoir des dimensions quasi sans limites. Si l'on part du principe que chaque individu aspire à la meilleure vie possible, toutes les activités cognitives, qui lui procurent du plaisir, peuvent, dès lors, être considérées comme une source de richesses. En effet, si l'homme tient à être heureux, alors tout ce qui contribue, physiquement ou mentalement, à atteindre cet objectif, constitue son bonheur. Ainsi, la richesse subjective peut ainsi être aussi élevée que celle de l'or. La beauté, par exemple, physique ou intérieure (beauté de l'âme) est une richesse naturelle subjective tout autant désirée et recherchée que la richesse matérielle. Les échanges et les relations entre les individus sont aussi un apport de richesse liés au partage des idées et des sentiments, tout comme la connaissance, en particulier si elle se transmet de génération en génération.

---

<sup>4</sup> Exemple : l'eau eût été d'une grande richesse à *Jean de Florette* dans sa culture très rémunératrice des œilletons, roman de Marcel Pagnol, 1963

<sup>5</sup> Propre à l'individu, selon une perception personnelle des goûts, des émotions, etc.

## La notion de richesse nationale

Les philosophes, comme les économistes, portent, un jour ou l'autre, une réflexion sur le sens de la « richesse ». En économie, c'est une notion fondamentale qui est considérée, tantôt comme une abondance de biens (accumulation), tantôt comme une quantité de biens produite. La richesse est donc à la fois un état de fortune (vision statique) et une création ou production (vision dynamique) et elle relève autant de l'action individuelle que de l'action collective.

Le premier sens du mot richesse est donc l'abondance ou l'opulence de biens. C'est la situation d'un individu ou d'une société qui dispose de biens et qui peut en jouir. Par extension, la richesse représente *tout ce qui peut tenir lieu de fortune à ceux qui en sont privés*<sup>6</sup>.

La deuxième signification, c'est la création d'une richesse nouvelle qui apparaît, pour beaucoup de philosophes et d'économistes, essentiellement par la nature et le travail de l'homme, telle que la décrivent, notamment, deux philosophes du 18<sup>ème</sup> siècle, Raynal et Voltaire :

*« L'agriculture et le commerce font la richesse des Etats »*<sup>7</sup> et *« la richesse consiste dans le sol et dans le travail ; le peuple le plus riche et le plus heureux est celui qui cultive le plus le meilleur terrain »*<sup>8</sup>.

Une troisième distinction peut être faite au niveau de la matérialité. Jusqu'ici, en économie, la richesse se définit dans une vision matérialiste, représentée par un bien susceptible de satisfaire un besoin disposant d'une qualité intrinsèque, soit utile, alimentaire, curative, esthétique et qui est appropriable. Mais toute richesse, pour l'homme, est-elle nécessairement matérielle ? Si un acte, à l'instar d'un objet, est propre à satisfaire un désir, pourquoi la richesse n'embrasserait-elle pas aussi la parole, la connaissance, les services, les relations ?

Si le bien-être se constitue par l'accumulation des biens, accumulation par laquelle l'homme y voit une garantie de survie, cette satisfaction n'est pourtant pas suffisante à son bonheur. L'être humain a besoin d'affection, de relations, d'échanges et de savoirs, des sentiments qui échappent à la loi économique. La richesse est donc aussi immatérielle, intellectuelle, affective et sociale.

Au niveau d'une nation, c'est surtout l'origine du patrimoine social qui suscite davantage l'intérêt des économistes et le fait de savoir, en particulier, comment une communauté humaine, rassemblée dans une identité historique, linguistique, culturelle et économique, crée sa propre richesse. Nonobstant le fait que la nature apporte un capital de départ plus ou moins important<sup>9</sup>, l'acte de création deviendra effectif avec le résultat de la production. Ces résultats deviennent à leur tour des instruments de production (réinvestissement du capital). Notre analyse est axée surtout à ce niveau-là, la dynamique de création de la richesse, c'est-à-dire de la production de biens et services sur une année.

<sup>6</sup> Définition donnée par le dictionnaire *Bescherelle de 1887*

<sup>7</sup> Guillaume-Thomas Raynal, philosophe français du 18<sup>ème</sup> siècle, auteur de « *Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens avec les deux Indes* », 1770

<sup>8</sup> Voltaire, Œuvres complètes d'Adrien Jean Quentin, p. 475

<sup>9</sup> Matières premières, climat, beauté du paysage, intérêt touristique

## La création de richesses à travers les principaux courants de la pensée économique

Comment la notion de richesses a-t-elle été perçue à travers l'histoire de l'homme ? Pour comprendre ce que la société d'aujourd'hui considère comme richesse, il est utile de reprendre toute la construction intellectuelle qui s'est échafaudée autour de cette notion d'abord par les précurseurs, puis par les fondateurs de l'économie.

### La notion de richesse dans l'antiquité

Dans l'antiquité, la richesse des royaumes et des cités s'est construite essentiellement autour de la production agricole et du commerce. Un texte écrit au 19<sup>ème</sup> siècle illustre, semble-t-il, cette situation<sup>10</sup> :

*« 2837 ans avant notre ère, les Chinois montrent leur société s'établissant sous la direction de Chen-Noung (le laboureur divin). Il fait couler les eaux, dessèche la terre pour la rendre propre à la culture, invente la charrue et apprend aux hommes à cultiver et à féconder les champs. Il sème les cinq sortes de blé et montre au peuple comment il doit se nourrir des grains qui surchargent les épis dorés ; lui indique comment on tire le sel des eaux amères ; lui trace des règles pour se défendre et l'initie à la puissance productrice du commerce par la création de marchés publics, où les secrets de l'importation et de l'exportation, par la voie de l'échange, font circuler toutes les richesses de l'univers ».*

Dans la Grèce antique, les grands domaines agricoles détenus par la classe dirigeante restent la principale source de richesse. La production est assurée par les esclaves, raison pour laquelle les grecs ne considèrent pas le travail comme une activité digne du citoyen. Pour eux, le travail ne sert qu'à satisfaire des besoins alors que les hommes libres doivent atteindre une autre dimension par les arts, la culture et la politique.

Pour les grecs, l'économie se limite donc à l'administration des biens domestiques et de la cité issus des ressources naturelles. Pourtant, en société, ils dialoguent déjà sur l'art d'accroître les richesses par le biais des activités commerciales, même si leurs plus illustres représentants, Platon et Aristote, condamnent déjà le goût du profit et l'accumulation des richesses. L'économie naturelle, selon eux, est celle des producteurs agricoles qui, par les échanges, servent à satisfaire les besoins de la société. A l'inverse, le fait de s'enrichir par le commerce, le prêt et la possession n'est pas considéré comme une démarche citoyenne car l'utilisation excessive de la monnaie déshumanise petit à petit la société. Platon va même jusqu'à parler de limiter la fortune et les biens de chacun afin de maintenir l'équilibre de la cité.

Dans sa réflexion, Aristote s'interroge, lui, sur le rôle de l'échange dans le lien social et il différencie la valeur subjective et la valeur commerciale d'un bien que l'on peut facilement rapprocher aujourd'hui des notions de « valeur d'usage » et de « valeur d'échange »<sup>11</sup>. Aristote ne sépare pas l'économie du social et condamne l'attitude chrématistique<sup>12</sup> d'un individu qui accumule du capital pour son plaisir ou pour accroître son pouvoir politique. Pour Aristote, la monnaie ne devrait servir qu'à favoriser les échanges et la relation sociale<sup>13</sup>. On sait que Karl Marx, dans son ouvrage traitant du *Capital*, reprendra ce point de

<sup>10</sup> C. G. de Chamborant, 1842, « *Du paupérisme, ce qu'il était dans l'antiquité, ce qu'il est aujourd'hui* » chap. 2, p. 18

<sup>11</sup> Notion traitée au chapitre suivant

<sup>12</sup> La chrématistique, du grec *Khréma*, la richesse, la possession

<sup>13</sup> On remarque que la pensée du philosophe reste fondamentale encore de nos jours. En effet, notre société n'a-t-elle pas substitué la consommation à la relation, puis l'argent à la consommation ?

vue, en analysant les conséquences sur la société de ce qu'il nomme la « maudite soif de l'or » c'est-à-dire, cette passion dévorante de l'argent pour l'argent.

### La pensée mercantiliste et physiocratique

Au 15<sup>ème</sup> siècle, la pensée mercantiliste s'inscrit à l'opposé de la pensée grecque et prône, au contraire, l'enrichissement par le développement économique et notamment par le commerce extérieur qui permet de dégager, selon ses adeptes, un excédent de la balance commerciale. L'État joue ainsi un rôle primordial dans le développement de la richesse nationale, en optant pour des politiques protectionnistes et en favorisant les exportations. Ce courant se fonde sur un système d'analyse des flux économiques très simplifié où, par exemple, le rôle du système social n'est pas pris en compte.

Par contre, les physiocrates, avec comme chef de file, **François Quesnay** (18<sup>ème</sup> siècle), s'opposent au mercantilisme en redéfinissant la nature comme seule source de richesses et l'agriculture comme première activité productrice de richesses. Pour ce philosophe, la terre multiplie les biens et il prend, à cet effet, l'exemple de la graine. Une fois semée, elle produit plusieurs graines ; au final, la terre laisse un surplus, un produit net, à l'inverse de l'industrie et du commerce qui ne sont que des activités stériles car elles ne font que transformer les matières premières produites par l'agriculture.

### La période classique

L'économie dite « classique » débute avec **Adam Smith** (1723-1790) qui produit un ouvrage devenu célèbre : *« Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations »*. Alors que les physiocrates et des mercantilistes liaient la richesse à l'intervention de la nature, Adam Smith définit le travail comme première cause de la richesse. Son ouvrage débute du reste par cette phrase: *« Le Travail annuel d'une nation est le fonds primitif qui fournit à sa consommation annuelle toutes les choses nécessaires et commodes à la vie ; et ces choses sont toujours, ou le produit immédiat de ce travail, ou achetées des autres nations avec ce produit <sup>14</sup> »*.

Pour cela, il part du postulat que *« L'homme a une tendance naturelle à améliorer son sort »*. Comme cette tendance existe chez la grande majorité des hommes, elle va déterminer dans une large mesure leurs activités.

Toutefois, ce n'est pas le travail en tant que tel qui détermine la richesse mais la productivité du travail. Il distingue pour cela le travail productif du travail improductif en expliquant pourquoi certains travaux, comme par exemple l'agriculture, sont plus productifs que d'autres, comme, par exemple, le commerce<sup>15</sup>.

La richesse est donc créée par la nature et le travail de l'homme, par son habileté, sa dextérité et l'intelligence qu'il y apporte. Dans les échanges et son penchant naturel à améliorer son sort, l'homme va organiser son travail et trouver des procédés qui vont abrégé son travail<sup>16</sup>. La politique qui en découle est celle du *« laisser-faire »*. La pensée d'Adam Smith est souvent résumée par cette maxime : *« Il faut utiliser moins de domestiques qui nous ruinent que d'ouvriers avec lesquels on s'enrichit »*.

En clair, selon Adam Smith, l'économie, basée sur la production et les échanges, est le moyen, pour un pays, d'accroître ses richesses. L'accumulation des biens découlera du solde positif issu des échanges extérieurs, ce qui incitera chaque nation à drainer les excédents monétaires dérivés du commerce international et de l'exploitation coloniale. Adam

<sup>14</sup> Cours des doctrines économiques du prof. Jean Valarché, Fribourg, 1984

<sup>15</sup> Smith part du principe qu'à quantité de travail égal, une manufacture ne produit pas autant que l'agriculture à cause de l'intervention de la nature

<sup>16</sup> Théorie de la division du travail

Smith définit ainsi la richesse « *Un homme est pauvre ou riche, selon le plus ou moins de choses nécessaires, utiles ou agréables, dont il peut se procurer la jouissance* ».

**Thomas Malthus** (1766 - 1834) ouvre, comme ses prédécesseurs, un large débat sur la notion de richesse. Il constate que les opinions sur ce point se répartissent en deux catégories<sup>17</sup> : ceux qui lui donnent un sens restrictif, c'est-à-dire qui n'admettent d'autre richesse que celle qui vient du produit net de la terre et ceux qui, au contraire, lui donne un sens extensif, c'est-à-dire qui contient « *tout ce l'homme désire comme pouvant lui être utile ou agréable*<sup>18</sup> ». Cette dernière définition comprend non seulement les choses matérielles mais également toutes les choses intellectuelles qui procurent de l'utilité et des jouissances à l'espèce humaine. De ces richesses non conventionnelles qui font cependant « le sel de la vie », Malthus n'en retient qu'un certain nombre ce que Dominique Méda, dans sa réflexion sur la richesse, remet totalement en question (voir ci-dessous).

Pourquoi Malthus a-t-il sciemment écarté tous ces éléments de richesse qui forment justement l'esprit d'une société ? Cette question est d'importance puisque la conception de notre produit national est encore basée, de nos jours, selon les principes de cet économiste. Malthus se range finalement du côté des économistes qui ne peuvent concevoir la richesse autrement que par les ressources matérielles d'un pays pour la simple et bonne raison (selon eux) qu'il n'est pas possible de comparer, au niveau économique, des ressources matérielles avec des choses que Malthus qualifie « d'intangibles ou de plaisantes ».

En résumé, on peut dire que Malthus reprend la notion de richesse des physiocrates axée sur la production naturelle mais y introduit encore l'effet des biens industriels qui valorisent certaines activités par rapport à d'autres. Il ne conteste pas non plus l'accumulation de capital proposé par ses prédécesseurs mais craint que l'économie ne finisse par générer un excédent de biens par rapport à la consommation, excédent que les travailleurs ne pourront plus absorber, ce qui produira une chute de la demande et l'apparition de chômage.

**Jean-Baptiste Say** (1767 - 1832) ne croit pas à la surproduction durable annoncée par Malthus. Si un produit, fabriqué en quantité trop élevée, n'arrive pas s'écouler, la baisse de consommation qui suivra sera compensée par la production d'un autre produit. Avec le jeu de la concurrence et des échanges, le marché s'équilibre spontanément selon le principe production = consommation et épargne = investissement.

J.-B. Say introduit cependant une réflexion nouvelle dans la pensée économique en établissant le lien entre les concepts d'utilité et de désir, deux notions qui déterminent la valeur d'un bien. Cette approche est décrite dans son livre « *Traité d'économie politique* »<sup>19</sup> :

« *L'utilité d'une chose la rend désirable et porte les hommes à faire un sacrifice pour la posséder. La notion d'utilité n'appartient donc pas à la raison mais à celle des sentiments et des désirs. Il prend, à cet effet, l'exemple de la bague au doigt ; l'objet n'est, en soi, pas utile et pourtant un individu est prêt à y mettre le prix, selon la valeur qu'il lui attribue* ».

Say établit ainsi un lien direct entre valeur et richesse, ce que conteste justement David Ricardo. Il pense que « La richesse, dans l'esprit des hommes, signifie des biens qui ont une valeur marchande qui leur est propre et qui sont devenus la propriété exclusive de leurs possesseurs, tels que des terres, des métaux, des monnaies, des grains, des étoffes, des

<sup>17</sup> Constat relevé par Dominique Méda dans « Qu'est-ce que la richesse ? »

<sup>18</sup> Phrase retrouvée chez David Ricardo, Des principes de l'économie politique et de l'impôt, chap. 20

<sup>19</sup> Jean-Baptiste Say, Traité d'économie politique, La production des richesses, livre 1, p. 33

marchandises de toutes les sortes. La richesse est donc proportionnelle à la valeur des choses que l'on possède »<sup>20</sup>.

**David Ricardo** (1772 – 1823), tout comme ses contemporains, reconnaît la richesse en tant qu'abondance de biens tangibles : *« J'entends par le terme de richesse, une masse de valeurs disponibles, de valeurs qu'on puisse consommer au gré de ses désirs, sans s'appauvrir, sans altérer le principe qui les reproduit sans cesse. Le meilleur état possible est évidemment celui auquel est attachée la plus grande sûreté ; il consiste donc dans la plus grande masse possible de valeurs disponibles ; car ce sont les seules dont nous puissions toujours jouir, et sur lesquelles la sûreté puisse s'établir »*<sup>21</sup>.

Au niveau de la production, il constate que la richesse d'un pays est générée d'abord par l'investissement en machines et équipements. Seuls ces moyens de production permettent, selon Ricardo, de dégager des bénéfices et donc de la richesse.

Pour cet économiste, la valeur et la richesse sont deux notions distinctes car la valeur ne dépend pas de l'abondance, mais du degré de difficulté à produire un bien. *« Le travail d'un million d'hommes produira toujours la même valeur industrielle, sans produire toujours la même richesse »*. Ainsi, l'utilisation de nouvelles machines, la division du travail, la découverte de nouveaux marchés, etc, permet d'augmenter la production et de s'enrichir mais n'ajoute rien à la valeur des produits. La valeur n'a donc rien à voir avec la richesse et il s'en prend vertement sur ce point avec J.-B. Say qui considère ces deux termes comme synonymes (voir ci-dessous). Voici sa principale argumentation :

*« La richesse ne dépend pas de la valeur. Un homme est riche ou pauvre, selon l'abondance des choses nécessaires ou d'agrément dont il peut disposer, et elles contribuent également aux jouissances du possesseur, que leur valeur échangeable contre de l'argent, du blé ou du travail, soit forte ou faible. C'est en confondant les idées de valeur et de richesse qu'on a prétendu qu'en diminuant la quantité des marchandises, c'est-à-dire des choses nécessaires, utiles ou agréables à la vie, on pouvait augmenter les richesses. Si la valeur était la mesure de la richesse, on ne pourrait pas nier cette proposition, car la rareté des choses en augmente la valeur. Mais si Adam Smith a raison, si la richesse se compose des choses de nécessité et d'agrément ; dans ce cas, elle ne saurait augmenter par la diminution de ces choses »*.

Ricardo avance aussi la théorie de « l'avantage comparatif », dans laquelle il affirme que chaque pays doit se spécialiser dans la production où il possède un avantage sur les autres pays (matières premières, savoir-faire, etc ). Cette spécialisation permettra de produire plus et à moindre coût et donc de dégager un bénéfice qui enrichira petit à petit la nation.

Ricardo utilise aussi la monnaie comme moyen de comptabiliser les richesses, sans toutefois tenir compte des travaux domestiques ni des services publics qu'il considère comme du travail improductif.

<sup>20</sup> Extrait de David Ricardo, Des principes de l'économie politique et de l'impôt, chap. 20

<sup>21</sup> David Ricardo, *Critical Responses*, 2003, publié par Terry Peach, page 178

En 1849, **Auguste Walras** écrit un ouvrage étonnant sur la richesse sociale<sup>22</sup>. Il constate que l'homme est soumis, depuis sa naissance, à des besoins physiques, intellectuels et moraux. L'être humain ne veut pas seulement boire et manger, il veut aussi savoir et échanger avec ses semblables. La notion d'utilité prend, chez Walras, tout son sens car toute chose utile permet de satisfaire un besoin ou de procurer une jouissance quelle qu'elle soit. Walras insiste cependant pour que la notion d'utilité comprenne non seulement le « nécessaire » et « l'agréable », mais aussi le superflu. Il distingue également les *utilités matérielles* et les *utilités immatérielles* en rappelant que l'homme ne vit pas seulement de pain mais d'une multitude de choses qui rendent sa condition plus douce et plus agréable. Pour lui, les phénomènes incorporels et intangibles contribuent à la satisfaction de son esprit ou de son cœur.

En conséquence, dans un sens large et dans le cadre d'une approche philosophique, l'idée de richesse se confond avec celle de l'utilité, et pour Walras, les mots richesse et utilité sont synonymes<sup>23</sup>.

Cette notion de la richesse se confirme parfaitement, selon lui, par l'idée qu'on se fait de la pauvreté qui est l'opposé de la richesse. Il rejoint, ainsi, la réflexion d'Adam Smith qui considérait, avec raison, « *qu'un homme est riche ou pauvre suivant les moyens qu'il a de se procurer les besoins, les aisances et les agréments de la vie* ».

L'économie politique a donc, comme enjeu, de relier la richesse des individus qui, par la valeur échangeable de leurs besoins, va constituer la richesse sociale. Quant à la valeur échangeable des biens et services, elle sera limitée en fonction, d'une part, de la quantité des biens et services disponibles et, d'autre part, de leur durée.

La notion de richesse prend un tournant radical avec **Karl Marx**, (19<sup>ème</sup> siècle) puisque, selon lui, une partie de la société, les capitalistes<sup>24</sup> ou détenteurs de biens de productions, s'enrichit au détriment d'une autre catégorie de personnes, les prolétaires en exploitant leur force de travail. Le surplus de production qui en résulte, constitue donc la richesse, créée par la coexistence de deux classes socialement opposées. Pour Marx, le travail de l'ouvrier est une marchandise comme une autre dont la valeur, ajoutée au produit, constitue le bénéfice (plus-value) autour duquel se développe la lutte des classes, car autant les prolétaires que les capitalistes souhaitent se l'approprier.

C'est donc la recherche du profit ou de l'enrichissement qui constitue le mobile principal du capitalisme. Cette captation des richesses par une seule catégorie de la population entraîne inévitablement une crise sociale majeure.

---

<sup>22</sup> August Walras, Paris, 1849, Théorie de la richesse sociale

<sup>23</sup> August Walras, la richesse sociale, page 12

<sup>24</sup> Capitaliste, dérivé de capital, qui signifie au 18<sup>ème</sup> siècle l'état d'une personne qui possède des richesses / Définition de l'encyclopédie Wikipédia

**Dominique Méda**<sup>25</sup>, sociologue et philosophe contemporaine, s'est attachée à comprendre comment la pensée des économistes classiques influence, encore, de nos jours, notre conception de la richesse, une notion qui, semble-t-il, a été abandonnée, sans doute trop complexe à évaluer, pour ne parler aujourd'hui que de « revenus ». Certes, de nos jours, les comptabilités nationales englobent tous les revenus issus de la production des biens et des services, dépassant ainsi largement le concept des physiocrates selon lequel seule la Terre est source de richesses.

Malgré tout, la pensée contemporaine s'accroche encore à l'idée classique que la richesse doit être assimilée à *ce qui est produit et peut être vendu*. Cette vision nous empêche de concevoir ce qu'englobe vraiment la richesse d'un pays, c'est-à-dire tout ce qui constitue l'expression du bien-être et du bonheur de sa population (manger à sa faim, se loger décentement, se soigner, travailler, communiquer, s'instruire, etc).

Dominique Méda se demande pourquoi la science économique ne dresse pas finalement un « *inventaire de tous ces qualités et services, de ces ingrédients qui font une société heureuse et bonne* »<sup>26</sup>. Elle plaide donc pour une reconsidération de la notion du PIB qui, dans sa conception actuelle, donne une image faussée de ce que représente la croissance ou l'accroissement de la richesse nationale.

### **De la richesse nationale au concept de comptabilité nationale**

Etonnamment, le concept de « *comptabilité nationale* » n'est pas vieux. Il naît au lendemain de la seconde guerre mondiale pour gérer la reconstruction de l'Europe et satisfaire la forte demande des biens et marchandises. Aujourd'hui, c'est un formidable outil de gestion analytique et l'agrégat emblématique de cette nouvelle méthode de calculer la richesse nationale est le *Produit intérieur brut* (PIB). La comptabilisation de la richesse, telle que conçue par les économistes classiques, à savoir celle des biens et services, va, dans un premier temps au moins, y retrouver un schéma quasi analogue.

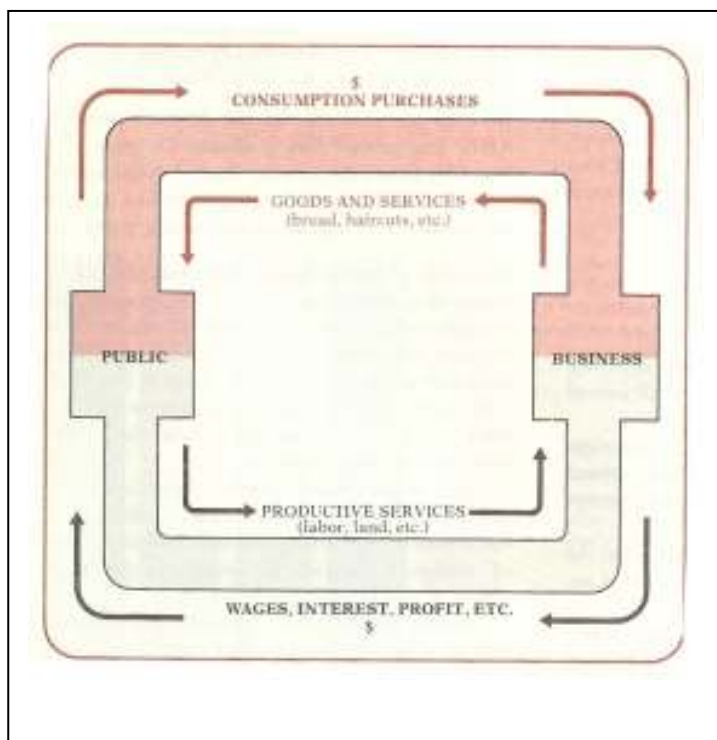
Toutefois, de nos jours, la comptabilité nationale est devenue une large représentation schématique et quantifiée de l'activité économique d'un pays. Elle permet de mesurer tous les flux monétaires représentatifs de l'économie d'un pays pendant une période donnée, en principe, une année. Elle prend en compte, aujourd'hui, de nombreux indicateurs macroéconomiques, dont le PIB, un indicateur que l'on peut mettre avec l'ancienne notion de « richesses des nations » héritée de la doctrine classique. En effet, c'est bien la création de biens et de services, mesurée soit par la production, le revenu ou la consommation, qui crée la richesse d'un pays. A la différence près que, par rapport aux premiers économistes, beaucoup plus d'éléments sont pris en compte dans le calcul de la « production nationale ».

Pour mémoire, rappelons le circuit économique P. A. Samuelson<sup>27</sup> pour montrer l'équilibre des trois valeurs - production, consommation et revenus.

<sup>25</sup> Sociologue française, auteure de divers ouvrages sur le sens du travail

<sup>26</sup> Dominique Méda, chap. 1, Qu'est-ce que la richesse ?, page 26

<sup>27</sup> P.A. Samuelson, économiste américain, prix Nobel en économie en 1970, auteur de *Economics*, 11<sup>ème</sup> édition, 1980, page 170



*Dans la partie supérieure, la population consomme en achetant des biens et des services. Le flux total annuel de ces achats constitue la production nationale. La partie inférieure indique le flux des revenus distribués (salaires, rentes, bénéfices, etc.). En macroéconomie, le flux de la production est égal au flux des revenus.*

De plus en plus de scientifiques s'élèvent contre cette manière restrictive d'appréhender les activités d'un pays. Leur questionnement va toujours dans le même sens. Pouvons-nous raisonnablement penser que la seule richesse d'un pays est celle de la production des biens et services ? Peut-on sérieusement considérer le PIB comme le meilleur indicateur de notre richesse nationale, alors qu'il ne tient pas compte de la pollution, de la violence, de l'insécurité, des inégalités et de l'anomie sociale ?<sup>28</sup>

L'économie classique et le système européen des comptabilités nationales ont de ceci en commun qu'ils admettent qu'il y a richesse uniquement s'il y a production et que le produit issu de cette production est apporté sur le marché et peut être approprié. Cette dernière notion « d'appropriation » n'est pas anodine. Seuls les biens et les services qu'un homme peut s'approprier, c'est-à-dire acquérir, conserver et consommer ultérieurement, auraient une valeur propre à être comptabilisée. Par contre, tous les biens naturels que sont l'air, l'eau, la lumière du soleil, etc, sont considérés comme des valeurs non rares, donc sans valeur.

En se basant uniquement sur cette idéologie que la production crée la richesse et que la croissance du PIB reflète une augmentation de la richesse nationale, donc du bien-être de la population, nous sommes entrés dans une conception infernale, dont même la politique se fait l'écho, qui fait croire qu'il faut produire et consommer toujours plus pour maintenir notre qualité de vie et notre bonheur social. La comptabilité nationale ne reflète donc que le marché et ne prend pas en compte ce qui pourrait constituer une autre dimension de la richesse, à savoir le patrimoine naturel, le niveau de savoir et de culture des personnes, les échanges non marchands.

<sup>28</sup> Documentation de base sur ce sujet: Patrick Viveret et Dominique Méda

Le reproche souvent invoqué du PIB est donc qu'il ne permet pas de déterminer le niveau de bien-être d'une population, ce qui paraît plus important que de déterminer une soi-disant croissance économique. Un pays peut effectivement disposer d'un PIB par habitant élevé sans que le sentiment de bien-être ou de bonheur en soit directement affecté, ce qui signifie qu'il existe d'autres valeurs à considérer. Un institut britannique évalue depuis plusieurs années le niveau de « satisfaction de la vie » dans différents pays en fonction des événements liés à notre vie privée, sociale et professionnelle. Un aperçu de cette analyse est donné au chapitre suivant intitulé « L'autre richesse ».

\* \* \*

## - Chapitre 2 -

## Le travail, facteur de richesses matérielles et sociales

### Le sens du travail

De la pensée classique, nous pouvons ainsi retenir que la production économique reste la référence majeure de toute création de richesses et que cette production découle d'une combinaison entre le travail et le capital.

Si le travail est au cœur de la richesse, individuelle ou sociale, il est alors nécessaire d'y consacrer quelques réflexions en essayant de comprendre la dimension de ce mot, ce qu'il signifie sur le plan humain et pourquoi nous parlons de travail productif et de travail improductif.

Le sens du travail a été appréhendé différemment par les sociétés selon les époques. Esquissons un petit tour d'horizon des principaux courants d'idées.

- Chez les Grecs de l'antiquité, le travail était considéré, nous l'avons vu, comme une activité servile ; il ne constituait ni un idéal ni un attribut de l'homme libre.
- Au Moyen-âge, avec la prédominance, plus particulièrement en Europe, de l'éducation judéo-chrétienne, le travail humain était perçu comme un engagement, une réalisation en tant que personne « à l'image de Dieu ». Le travail constitue ainsi *le but même de la vie*, tel que Dieu l'a fixé. Le verset de saint Paul à cet effet est sans appel: « *si quelqu'un ne veut pas travailler, qu'il ne mange pas non plus* ». En d'autre terme, l'homme est sur Terre pour travailler, non pas pour se donner du loisir et se divertir.
- Au siècle des Lumières, Jean-Jacques Rousseau pense que c'est l'aspiration à la paresse qui rend d'abord l'homme laborieux : « *Ne rien faire est la première passion de l'homme après celle de se conserver. Si l'on y regardait bien, l'on verrait que même parmi nous, c'est pour parvenir au repos que chacun travaille ; c'est encore la paresse qui nous rend laborieux*<sup>29</sup> ».
- Pour Emmanuel Kant<sup>30</sup>, l'homme recherche, par le travail, à surpasser son animalité qui l'enferme dans sa dimension purement biologique (instinct de survie). Il ne veut pas seulement vivre, mais « bien vivre ». De ce fait, l'homme veut se distinguer, agir comme un sujet libre qui l'oblige, dès lors, à se dépasser dans la société.
- Karl Marx partage, au départ, l'idée de Kant car l'homme, dit-il, agit en interrelation avec la nature mais, à la différence des animaux, il peut réfléchir à son travail, se fixer un but, modifier sa façon de faire<sup>31</sup>. Mais Marx va plus loin ; le travail, c'est aussi l'aliénation de l'homme car « *l'ouvrier s'appauvrit d'autant plus qu'il produit plus de richesses, que sa production croît en puissance et en volume* ». En effet, la seule

<sup>29</sup> Extrait du texte 1, Cure de philosophie 2006-2007, B. Schumacher, « Travailler pour vivre ou vivre pour travailler »

<sup>30</sup> Qui vit à la même époque que JJ. Rousseau, soit le 18<sup>ème</sup> siècle

<sup>31</sup> Dans un sens, nous ne sommes pas très loin de l'idée d'Adam Smith pour qui « *L'homme a une tendance naturelle à améliorer son sort* »

part de richesses que dégage le travailleur (bénéfice) est entièrement captée par les détenteurs du capital. L'ouvrier ne devient plus qu'une marchandise de son propre travail.<sup>32</sup>

## L'homme et le travail

Tout comme le sens de l'existence, le but du travail humain est au cœur de la pensée philosophique. L'homme doit-il « *travailler pour vivre ou vivre pour travailler*<sup>33</sup> » ? A l'heure où la moitié de la planète lutte pour sa survie, s'interroger sur le sens du travail peut paraître dérisoire. Pourtant, c'est une réflexion centrale car le travail est à la base de toute richesse. Même un bien offert par la nature ne devient richesse que par l'intervention de l'homme qui l'apprécie, lui donne une utilité ou le met en valeur.

Pourquoi l'homme travaille-t-il ? Certes, pour se nourrir, mais pas seulement. Il travaille sans doute parce que c'est d'abord un être social et parce que la relation avec ses semblables l'amène à se distinguer du groupe. Il multiplie ses activités pour accroître son cercle d'influence et capter ainsi davantage de richesses et de pouvoir. Mais le travail c'est aussi l'émancipation de l'être humain, l'expression même de sa raison d'être. La plupart des êtres humains conçoivent leur vie autour du travail. Ils y consacrent le plus clair de leur temps et sont prêts, pour lui, à moduler leur vie sociale et familiale. De quelles richesses rêvent-ils ? Le travail constitue à la fois une contrainte de l'existence et un moyen de transcender cette réalité pour atteindre une libération qui permettrait de goûter à la vraie vie. Toutefois, sans fortune ni esclaves, le travail reste pour l'homme un passage obligé. C'est sans doute dans cette conception que les hommes abordent la vie. Le travail fait partie de notre condition et façonne ainsi toute la société humaine.

## Le travail, la richesse et le pouvoir

Si le travail permet de créer et d'accroître des biens, serait-il devenu aussi, pour l'homme, un moyen d'accumuler des richesses dans le but d'accroître son pouvoir ? La création de richesses se faisant principalement par la production, et la production par le travail, l'homme s'est lancé corps et âme dans une frénésie laborieuse espérant jouir, au bout du compte, d'un pouvoir basé sur son accumulation de capital. Pourquoi ? Deux raisons peut-être. La première est donnée par Adam Smith qui affirme que chaque individu cherche naturellement à améliorer son sort. La deuxième est que la richesse donne du pouvoir à ceux qui la détiennent.

La pensée de Karl Marx, à ce sujet, est sans ambiguïté : « *Moi qui par l'argent peut avoir tout ce que désire un cœur humain, ne suis-je pas en possession de tous les pouvoirs humains ?*<sup>34</sup>

Mais, de par son activité au cours des siècles, l'homme a développé de multiples aptitudes. Au-delà du besoin primaire de travailler, son champ d'action s'est élargi vers des activités non productrices de biens, telles que, par exemple, la politique, la philosophie, le sport et les loisirs. Il s'est donc entouré de plaisirs dont l'origine n'est pas un travail productif au sens économique du terme.

Ainsi, non seulement le travail rémunéré, source d'une production de biens et de services, constitue une richesse, individuelle ou collective, mais également le travail non rémunéré, dit improductif auquel échappe toute négociation de prix.

<sup>32</sup> Extrait du texte, Cure de philosophie 2006-2007, B. Schumacher, module 8

<sup>33</sup> Thème de réflexion repris de mon travail, module 8, Cure de philosophie 2006-2007

<sup>34</sup> Extrait de texte, « Pouvoir de l'argent » Karl Marx, cours de philosophie, B. Schumacher, module 1

Toute activité humaine qui procure un plaisir peut donc être considérée comme une richesse, en particulier pour celui qui en jouit. Mais *l'homo oeconomicus* n'a retenu de la richesse que les biens et services capitalisables, c'est-à-dire consommables à un moment autre que l'instant où ils ont été produits.

La notion de richesse s'est donc matérialisée car le besoin de survie et de sécurité l'a emporté sur la notion de plaisir. A tel point que le travail, de nos jours, est souvent conçu non plus comme un plaisir mais comme un moyen d'accéder à la consommation.

Incontestablement, le travail représente aujourd'hui l'activité par excellence de l'être humain. La société oriente et éduque les citoyens vers le travail. La réussite professionnelle devient la préoccupation principale des gens à la différence cependant que le revenu du travail prime sur le sens et le but de notre travail. L'amour du travail, au sens de l'artiste ou de l'artisan, est en fait dépassé par la volonté de s'enrichir au-delà du nécessaire, afin de jouir du plus grand choix possible de biens et services. L'homme s'intéresse plus, semble-t-il, à ce qu'il peut obtenir du travail que le travail lui-même. L'homme d'aujourd'hui ne considère plus le travail comme un but en soi mais comme un moyen. Il instrumentalise le travail non pas pour vivre, mais pour consommer des plaisirs matériels et psychiques. On peut même se demander si le choix de formation de certains jeunes n'est pas guidé en priorité par l'aisance matérielle que procurera tel type de travail.

Mais le travail est-il la seule activité humaine créant de la richesse ?

Ce n'est pas l'avis de Dominique Méda<sup>35</sup> pour qui « *la production n'épuise pas l'idée de richesse, la richesse ne se réduit pas à la production, si étendu que soit son domaine* ».

Il est vrai que depuis la pensée classique du 18<sup>ème</sup> siècle, notre société est fondée sur le travail. Encore aujourd'hui, dans le cadre notamment de la campagne présidentielle en France, le travail tient une place prépondérante où certains candidats déclarent vouloir « *redonner l'envie de travailler aux Français* ». Dominique Méda réfute la thèse comme quoi le travail est philosophiquement la base du lien social et affirme que « *l'économie doit cesser de dicter sa loi à la société et qu'il devient urgent de "désenchanter le travail" tout en trouvant un "mode convaincant de son partage"* ».

La réduction de la place du travail dans nos vies, est la condition pour que se développe à coté de la production, d'autres modes de sociabilité, d'autres moyens d'expression, d'autres manières pour les individus d'acquérir une identité ou de participer à la gestion collective, dans un véritable espace public.

---

<sup>35</sup> Dominique Méda, philosophe et sociologue française, auteur notamment de « *Qu'est-ce que la richesse ?* », Paris 1999

## Que signifie produire ?

Beaucoup d'interrogations résident encore autour de la notion du « travail ». Au sens général<sup>36</sup>, le travail représente *l'activité de l'homme appliquée à la production, à la création, à l'entretien de quelque chose*. Au sens philosophique, il se définit comme *toute activité de transformation de la nature, propre aux hommes, qui les met en relation et qui est productrice de valeur*. Dans les deux cas, les notions de *production* et de *valeur* ne font pas référence à un système monétaire ni à une évaluation financière. Ni la « production » d'un poème ni la valeur d'une conversation ne seront comptabilisées et pourtant, dans les deux cas, un travail a été effectué. Ainsi, toute valeur n'exprime pas forcément le prix d'un bien ou d'un service échangé ; elle peut être tout simplement l'expression d'une dignité, d'un savoir, d'une pensée intellectuelle, d'une compétence quelconque.

En conséquence, on peut concevoir globalement le travail comme toute activité déployée pour accomplir une tâche. Tous les échanges entre les hommes ne sont pas calculés ni calculables mais enrichissent malgré tout les individus et la société.

Il est intéressant de découvrir combien les notions de richesse, de travail et de production sont étroitement liées. Elles sont encore aujourd'hui débattues par les économistes et les philosophes selon le sens plus ou moins large qu'on veut leur donner.

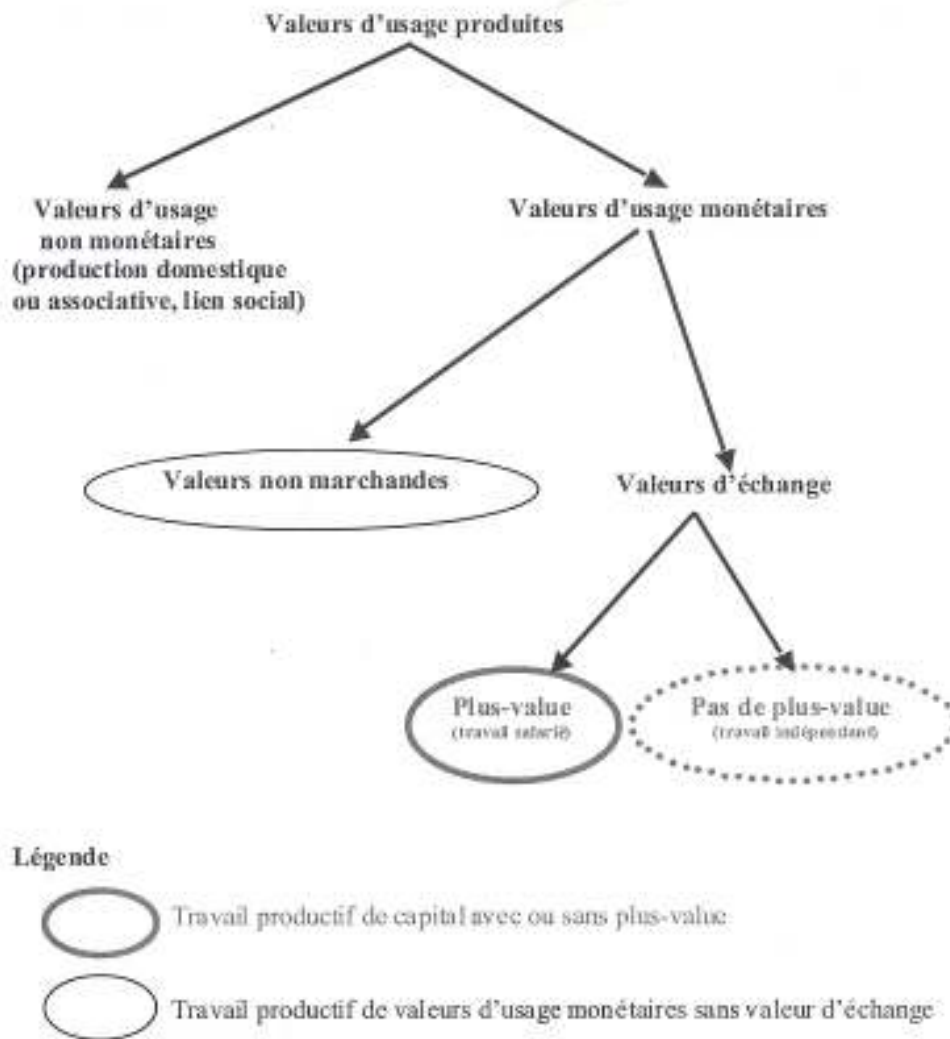
On peut comprendre ces hésitations car définir ce qu'est le *travail productif* n'est pas évident. Toutefois, de nos jours, même si le débat n'est pas clos, notamment sur le plan politique, l'aspect théorique de cette notion est au moins maîtrisé. Le schéma ci-dessous, tiré d'une recherche universitaire<sup>37</sup>, présente, de manière succincte, les liens entre la production et la notion de valeurs, toute production étant au moins une production de valeurs d'usage<sup>38</sup> même si la plupart d'entre elles prennent ensuite la forme monétaire.

---

<sup>36</sup> Petit Larousse, édition 1989

<sup>37</sup> Jean-Marie Harribey, Université Bordeaux IV, *Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique*, séminaire Matisse 2003, Université de Paris I / harribey@u-bordeaux4.fr

<sup>38</sup> La valeur d'usage désigne l'utilité d'un bien évaluée selon les propriétés particulières du bien et l'usage qui en est fait par le consommateur final, soit comme moyen de subsistance, soit comme moyen de production. Une marchandise en tant que valeur d'usage est le produit d'un travail précis, un travail concret, un travail qui est déterminé par sa qualification et ses méthodes techniques pour réaliser cette marchandise. / Encyclopédie Wikipédia



Source : Jean-Marie Harribey, *Le travail productif dans les services non marchands*

Sur cette notion de travail improductif, Adam Smith fut très clair sur ce point : *Sont improductifs : le souverain, les magistrats, les fonctionnaires, les ecclésiastiques, les médecins, les hommes de loi, les musiciens, les comédiens et les domestiques* ». On retiendra, à cet effet, la fameuse phrase de Smith : « *On se ruine avec des domestiques, on s'enrichit avec des ouvriers* ».

Quant à Malthus, la définition même de la richesse était liée au travail productif (au sens littéral, qui produit de la richesse). Même s'il entame une réflexion à ce sujet, Malthus en arrive toujours à la conclusion que seuls les biens matériels doivent être pris en compte : « *Cessons les discussions oiseuses, ce qui compte, nous le savons bien au fond, c'est la richesse matérielle, les produits matériels tangibles que l'on peut utiliser soit directement, soit pour la production d'autres biens matériels, ou encore que l'on peut vendre, échanger contre d'autres biens matériels* ».

Malthus reconnaît volontiers qu'il existe d'autres sources de bonheur, d'autres besoins peut-être ; mais leur satisfaction ne peut en aucune manière faire l'objet d'un décompte ou d'une mesure soit parce qu'elle est personnelle, soit parce qu'elle est secondaire, mais surtout parce qu'elle est immatérielle.

Evidemment, cette manière de voir les choses prête à sourire de nos jours car, depuis l'introduction des comptabilités nationales au milieu du 20<sup>ème</sup> siècle, la production des services, y compris des services de l'Administration, sont pris en considération dans la production nationale.

Dans son ouvrage « *Qu'est-ce que la richesse ?* », Dominique Méda revient largement sur ce choix historique et critique la conception malthusienne de la richesse. Elle constate que ce qui est productif, donc ce qui est important aux yeux de cet économiste, *ce sont les opérations qui se sont soldées par un échange sur le marché*. Et de se demander, dès lors, si la production n'existe que par la vente de produits, ce qui revient *de facto*, à dire que l'ensemble des services publics, l'ensemble de la sphère non marchande ne peut être considéré ni comme de la production ni comme un composant de la richesse nationale.<sup>39</sup>

Méda relève cependant que si notre système de comptabilisation a fini par adopter un concept centré sur la production échangeable de biens matériels et, à contrecœur, de services, notre société néglige totalement la problématique de la répartition des biens et services produits et laisse de côté toute la dimension qualitative, collective et patrimoniale de la richesse. Car la menace, pour notre société, n'est plus la pénurie de biens, mais l'inégalité dans la répartition de la richesse créée. « *Notre société se fissure et s'atomise et les fonctions de cohésion sociale et de solidarité s'amenuisent sans que rien mesure leur déclin* ». En clair, la comptabilité nationale, telle que mise en place, est-elle capable de nous indiquer la vraie richesse, respectivement la réelle pauvreté de notre société ?

### **Produire pour satisfaire un besoin ou un désir ?**

La notion de « richesse nationale » , nous l'avons dit, est assimilée, de nos jours, au produit intérieur brut (PIB), c'est-à-dire à la production interne des biens et des services marchands dans un pays au cours d'une année<sup>40</sup>. C'est un indicateur qui enregistre à la fois la production et la consommation des besoins humains et leur satisfaction. Toutefois, avec la théorie classique, et en particulier celle de Jean-Baptiste Say, la satisfaction des besoins humains, qu'il nomme *utilité*, est réglée par la production. « *J'entends, par utilité, cette qualité qu'ont certaines choses de pouvoir nous servir de quelque manière que ce soit* ».

Si une chose est utile, par définition, elle est recherchée et les hommes qui la convoitent lui donnent forcément une valeur. Mais cette utilité, respectivement cette valeur, reste toute subjective, propre à chaque individu. Et c'est là, sans doute, un point de rencontre fondamental entre l'économie et la philosophie car on passe, en un tour de main, du besoin à la notion de *désir*. L'utilité serait donc propre à la personne et non à la chose, et elle serait l'expression d'un désir et non d'un besoin.

<sup>39</sup> Dominique Méda, *Qu'est-ce que la richesse ?*, Flammarion 1999, page 41

<sup>40</sup> On parle aussi de *production économique annuelle* ou simplement de production. On peut aussi mesurer la richesse par le revenu provenant de la production.

Auguste Walras<sup>41</sup> exprime de manière admirable cette ambivalence entre le besoin et le désir. « *Ainsi le pain est utile, parce qu'il sert à notre nourriture et les viandes les plus recherchées sont utiles parce qu'elles flattent notre sensualité. L'eau et le vin sont utiles, parce qu'ils servent à nous désaltérer, et les liqueurs les plus dangereuses sont utiles parce qu'il y a des hommes qui ont du goût pour elles... ou encore, la musique et la poésie sont utiles parce qu'elles nous réjouissent, la médecine parce qu'elles nous guérit de nos maux, l'éloquence d'un avocat, parce qu'elle sert à défendre nos droits, quelquefois même notre vie, etc..* »

Jean-Joseph Goux, qui s'est penché sur la notion de valeur<sup>42</sup>, constate que cette vision change radicalement la vision du monde économique. « *Le prix d'une chose devient le véritable révélateur de son utilité. L'intérêt se porte dès lors sur la question de « Qu'est-ce qui détermine la valeur et non plus sur la valeur attribuée aux choses ».*

Tout l'enjeu de cette réflexion est en fait de savoir si, au fond, nous focalisons notre conception de la richesse sur la production des biens et des services ou si, au contraire, nous devons considérer davantage la satisfaction des désirs humains comme révélateur de la véritable richesse. Dès lors, cela signifierait que la production, et donc le travail nécessaire à cette production, ne sont pas les seuls facteurs de richesse. Par extension, la méthode utilisée jusqu'ici par les systèmes de comptabilité nationale serait insuffisante pour indiquer la tendance du bien-être des populations. Il faudrait ainsi revoir notre philosophie sur le travail et davantage se préoccuper des autres facteurs de richesse.

A ce sujet, Dominique Méda prône un changement de mentalité sur la place qu'occupe aujourd'hui le travail dans nos sociétés. Il faut dépasser, selon elle, la centralité du travail et réduire la place du travail par la réduction du temps de travail. Il est nécessaire de libérer un espace-temps pour des activités d'un tout autre type et de contraindre les entreprises à poursuivre des objectifs fixés par la société. En adaptant notre temps de travail, nous pourrions appréhender d'une autre manière le temps qui passe et ainsi reconnaître qu'il existe d'autres usages du temps, d'autres impératifs sociaux, d'autres sources de bien-être social et de richesse.

Le travail n'est donc pas la seule source de richesses ; par contre, le travail humain et le temps de travail peuvent être utilisés comme mesure, respectivement comme source de richesse.

Pour cela, Dominique Méda parle de substituer le concept du travail par celui d'activité humaine, qui se divise en quatre espèces, dont l'un est le travail.

- des activités productives permettant l'échange économique (c'est le travail)
- des activités politiques permettant à chacun de participer à la détermination des conditions de vie en commun
- des activités amicales, familiales, amoureuses, avec les proches
- des activités culturelles d'approfondissement de soi.

<sup>41</sup> Auguste Walras, « *De la nature de la richesse et de l'origine de la valeur* », ici repris dans « *Qu'est-ce que la richesse* » de Dominique Méda, page 48

<sup>42</sup> Jean-Joseph Goux, *Frivolité de la valeur*, 2000, documentation internet

Cela signifie concrètement que la société doit se représenter différemment sa richesse et ne plus se fier au seul indicateur de croissance qui ne nous dit rien sur l'état réel de la société. La comptabilité nationale doit nous informer sur la répartition des revenus, la pauvreté, la diffusion de la formation et la qualité de l'état de santé, le degré de violence, la qualité de la participation à la vie publique, etc.

Il faut pour cela réussir à concilier trois impératifs dans notre société : la qualité de vie, la création d'emplois et la compétitivité des entreprises. Cela suppose que l'on donne de la valeur ou du moins que l'on reconnaisse la valeur des activités « non productives ».

\* \* \*

## - Chapitre 3 -

**L'autre richesse****La richesse invisible**

Il serait faux de penser qu'une réflexion sur le sens de la richesse soit une préoccupation de notre temps. Nos prédécesseurs, sans connaître la société de consommation actuelle, ont longtemps disserté sur les multiples dimensions de cette notion.

Ainsi, Frédéric Bastiat, économiste du 19<sup>ème</sup> siècle, nous livre un texte étonnant sur le double sens du mot richesse<sup>43</sup> :

*« Sommes-nous riches en proportion des utilités dont nous pouvons disposer, c'est-à-dire des besoins et des désirs que nous pouvons satisfaire ou sommes-nous riches en proportion des valeurs que nous possédons, c'est-à-dire des services que nous pouvons commander ? Les ignorants donnent les deux sens au mot Richesse. Quelquefois on les entend dire: « L'abondance des eaux est une Richesse pour telle contrée, » alors ils ne pensent qu'à l'Utilité. Mais quand l'un d'entre eux veut connaître sa propre richesse, il fait ce qu'on nomme un inventaire où l'on ne tient compte que de la Valeur. N'en déplaise aux savants, je crois que les ignorants ont raison cette fois. La richesse, en effet, est effective ou relative. Au premier point de vue elle se juge par nos satisfactions; l'humanité devient d'autant plus riche qu'elle acquiert plus de bien-être, quelle que soit la valeur des objets qui le procurent. Mais veut-on connaître la part proportionnelle de chaque homme au bien-être général, en d'autres termes la richesse relative? C'est là un simple rapport que la valeur seule révèle, parce qu'elle est elle-même un rapport.*

Aujourd'hui, qui se préoccupe réellement du bien-être de la population ? Il incombe, en principe, aux responsables politiques d'être attentifs à cette question. Mais ont-ils les outils nécessaires pour évaluer, au sein de la société, cette richesse invisible qui complète la richesse matérielle ?

Les comptabilités nationales indiquent les variations de la croissance économique mais ne peuvent orienter valablement les choix politiques. Pourtant, entre l'activité économique traditionnelle et la satisfaction générale de la population engendrée par la production globale du pays, il y a une part importante d'utilité gratuite qu'on ne peut plus exclure de la richesse sociale. C'est cette part de la satisfaction des hommes, non marchande, non comptabilisée, mais qui constitue malgré tout une richesse importante, qui nous intéresse et que nous voulons révéler officiellement.

Prenons l'exemple de l'éducation des enfants. Elle est très utile à la société, partant du principe qu'une jeunesse bien éduquée engendrera moins de coûts (externalités positives) qu'une jeunesse mal encadrée et sans repères (externalités négatives). Dès lors, le temps (gratuit) consacré par les parents à l'éducation de leurs enfants crée de la richesse sociale qui n'est jamais saisi dans la comptabilité nationale.

---

<sup>43</sup> Harmonies Economiques, chapitre VI, Richesse, Frédéric Bastiat, économiste français (1801-1850)

Il semble ainsi que plus l'utilité devient gratuite (baisse de valeur) et plus elle devient commune, moins elle attire l'attention alors que sa participation au bien-être commun reste active.

### **Comment évaluer la satisfaction de la vie ?**

La plupart des gens reconnaissent que *l'autre richesse*, non matérielle, est tout aussi importante au bien-être des populations que la richesse matérielle. Cependant, l'évaluation de cette richesse immatérielle reste difficile. Quelques études tentent de mesurer le bien-être, respectivement de déterminer les éléments qui permettent d'expliquer ce qui influence le bien-être et de dresser des comparaisons entre les pays.

Je présente ici une étude réalisée par un institut anglais<sup>44</sup> « *Life satisfaction : the state of knowledge and implications for government* » dont le dernier relevé date de 2002. Cette évaluation scientifique sur le degré de « satisfaction de la vie<sup>45</sup> » est une mesure, certes, subjective en rapport avec le bien-être mais qui a néanmoins le mérite de « chiffrer financièrement » les événements de notre vie qui influencent notre perception du bonheur. Ce qui paraît évident, au premier abord, représente, malgré tout, une base de réflexion relativement solide prouvée par des relevés statistiques. Je relève cette étude parce que toutes ces choses qui font finalement notre vie, représentent autant de facteurs qui influencent la qualité de notre vie, respectivement la richesse ou la pauvreté de notre existence.

### **Principales constatations relevées dans l'étude sur la « satisfaction de la vie<sup>46</sup> »**

#### Différences nationales :

Il y a des différences importantes entre les pays mais celles-ci s'expliquent. Ainsi, en Angleterre et dans d'autres pays développés, le taux de bien-être est en légère augmentation depuis ces trente dernières années. Par contre, au Danemark, ce taux est passé de 51 % à 64 % en 2001 alors qu'il a chuté en Belgique de 44% à 18%. Les pays en voie de développement ont en général des exigences de bien-être plus basses que les pays riches.

#### Génétique :

Des études scientifiques tentent à prouver que les gènes jouent un rôle dans le sentiment de bien-être des individus.

#### Personnalité :

L'étude montre que l'optimisme, une attitude extravertie ou encore l'estime de soi jouent un rôle important. Au niveau du genre, les femmes révéleraient un taux de satisfaction en moyenne plus élevé. Au niveau de l'âge, les jeunes et les personnes du troisième âge seraient plus satisfaits que les adultes. Durant les trente dernières années, la satisfaction de la vie chez les jeunes aurait augmenté dans la plupart des pays européens, sauf en Angleterre.

#### Economie et travail :

Les individus disposant d'un revenu élevé sont plus satisfaits que les personnes à bas revenus et une augmentation du revenu personnel augmente le taux de satisfaction.

<sup>44</sup> GOV, Cabinet Office analytical paper, Nick Donovan et David Halpern, Londres, 2002

<sup>45</sup> Traduction littéraire de l'expression *Life satisfaction*, ce qui n'est pas la même chose que bien-être (well-being) ou le bonheur (happiness)

<sup>46</sup> Etude *Life satisfaction : the state of knowledge and implications for government*, Nick Donovan et David Halpern, décembre 2002

Cependant, d'autres facteurs peuvent, en parallèle, jouer un rôle contraire, comme le taux de criminalité, le sentiment d'insécurité, le divorce, etc.

Constatation étonnante, le PIB qui enregistre la croissance de la production nationale et, par conséquent, la croissance des revenus, ne serait qu'un facteur neutre, voire de faible importance sur la satisfaction de vie (voir développement ci-dessous).

Au niveau du travail, on relève un lien positif – on s'en serait douté - entre la satisfaction professionnelle et le taux de satisfaction de vie, même si d'autres facteurs, ici aussi, jouent dans les deux sens (stress, sécurité de l'emploi, niveau des salaires, etc). On conçoit également volontiers que le chômage exerce un effet dévastateur sur la qualité de la vie. La perte d'un emploi est évaluée, toute proportion gardée, à une perte financière de £ 23'000.

#### Revenu :

Globalement, on peut dire que les personnes disposant d'un revenu élevé expriment davantage une satisfaction de vie plus élevée que les personnes disposant d'un revenu bas. Pourtant, le revenu provoque des effets paradoxaux. Exemples : si l'on analyse la corrélation avec le PIB par habitant, l'effet n'est plus le même. D'autre part, le revenu reste subjectif. Plus celui-ci croît, plus l'individu adapte sa consommation à ses nouvelles possibilités. C'est durant cette phase de changement que l'indice de satisfaction s'accroît. Mais les effets de la nouveauté s'estompent et le luxe d'aujourd'hui devient le besoin de demain.

#### Vie sociale, loisirs et relation communautaire :

Les personnes qui pratiquent du sport, ou qui sont en contact avec la nature, sont plus satisfaites globalement que celles qui ne le font pas. Les personnes croyantes seraient également plus heureuses que la moyenne. Des études américaines auraient montré que la participation régulière à des séances de catéchisme aurait le même impact au niveau de la satisfaction qu'une augmentation de salaire.

#### Relations :

Les personnes mariées, ou vivant avec un partenaire, seraient, en règle générale, plus heureuses que celles restées célibataires ou étant séparées ou divorcées. L'impact du mariage correspondrait même, sur le sentiment de satisfaction, à une augmentation importante de salaire.

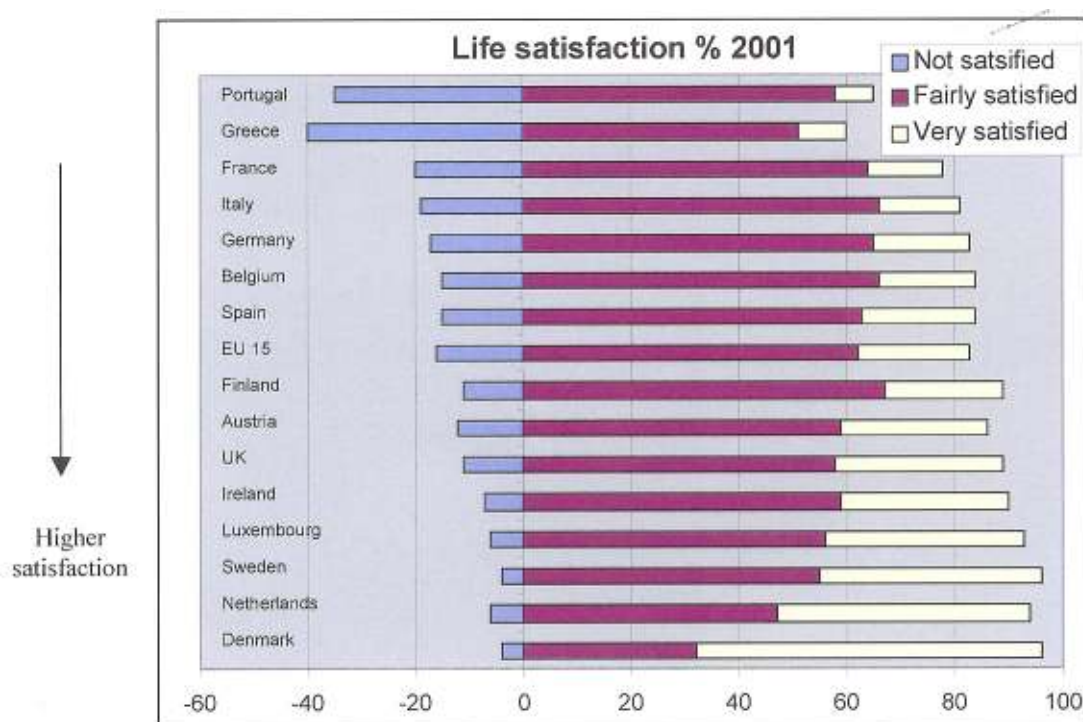
Ce qui est particulièrement intéressant pour notre étude, c'est de comprendre deux rapports :

- d'une part, l'influence du PIB sur le taux de satisfaction et,
- d'autre part, l'influence des relations sociales sur le taux de satisfaction.

## La satisfaction de la vie et le PIB

L'étude anglaise montre, nous l'avons dit, des variations importantes du taux de satisfaction d'un pays à l'autre. Cela se voit aisément à l'aide du graphique ci-dessous représentant les pays de l'Union européenne (UE)

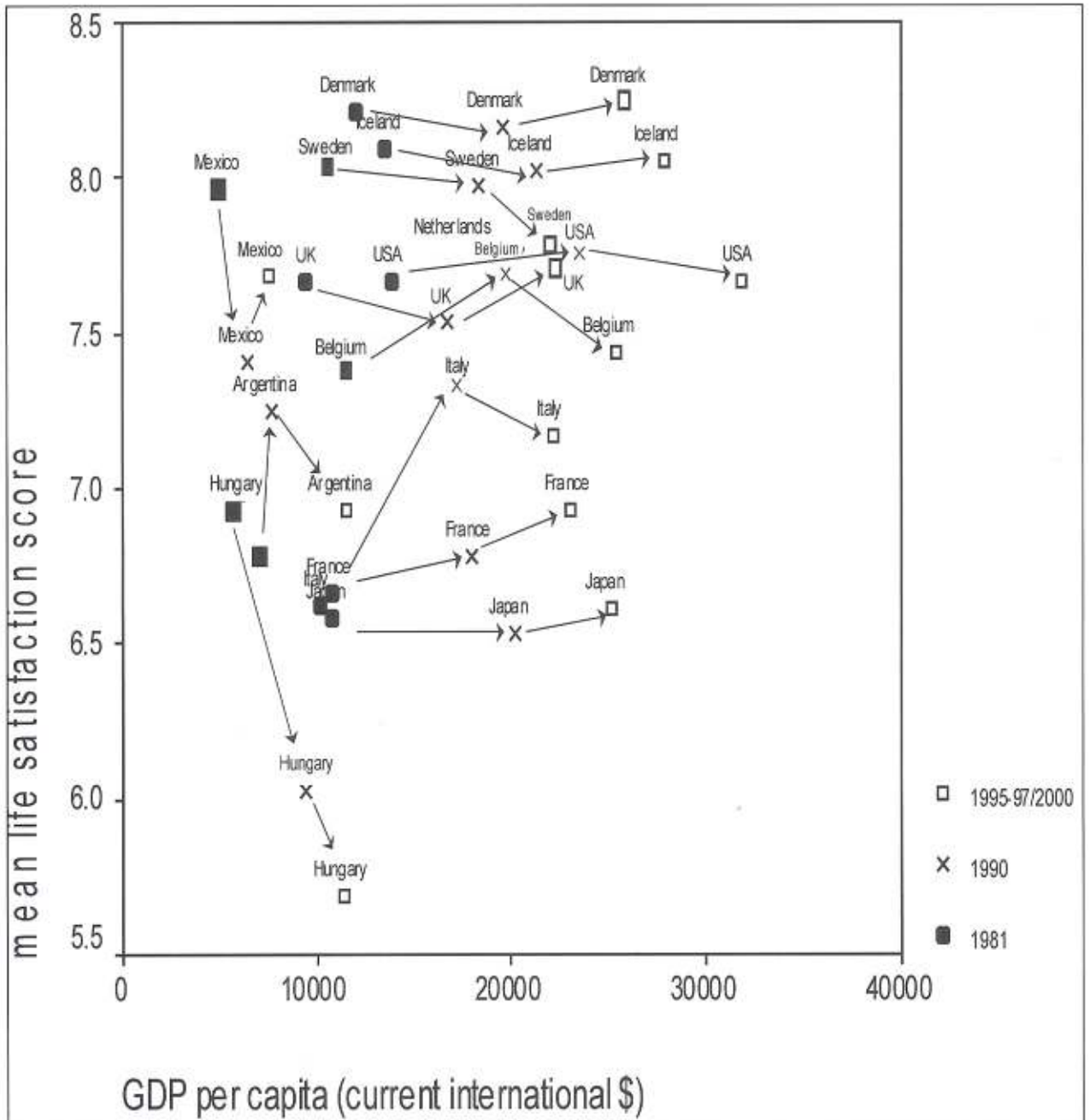
### Taux de satisfaction de vie dans les pays membres de l'UE en 2001



En 2001, le taux de satisfaction de la vie était le plus élevé au sein de la population danoise, hollandaise et suédoise ; il était le moins élevé en Grèce et au Portugal.

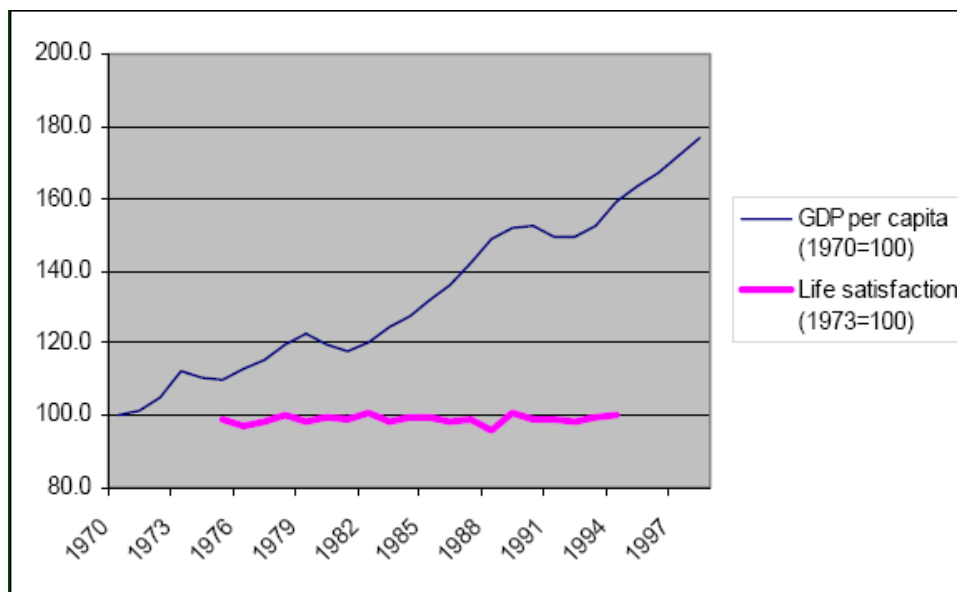
Cependant, on ne peut pas établir un lien direct entre le PIB par habitant et le taux de satisfaction. Entre 1981 et 2000, dans la plupart des pays analysés au niveau mondial, le taux de satisfaction est resté relativement stable malgré une croissance du PIB. Il semble que les pays qui montrent une fluctuation importante du taux de satisfaction soient en même temps des pays ayant connu des changements sociaux importants durant la même période.

Evolution du taux de satisfaction et du PIB par habitant de divers pays entre 1981 et 2000



Une étude spécifique menée en Angleterre entre 1973 et 1997 ne montre, étonnamment, aucune corrélation entre l'augmentation du PIB par habitant (indice de richesse) et le taux de satisfaction de vie. Cela pourrait s'expliquer, entre autres, par une redistribution inégale des revenus, le PIB par tête d'habitant restant un indicateur moyen.

Evolution du taux de satisfaction de vie et du PIB par habitant  
en Angleterre entre 1973 et 1997



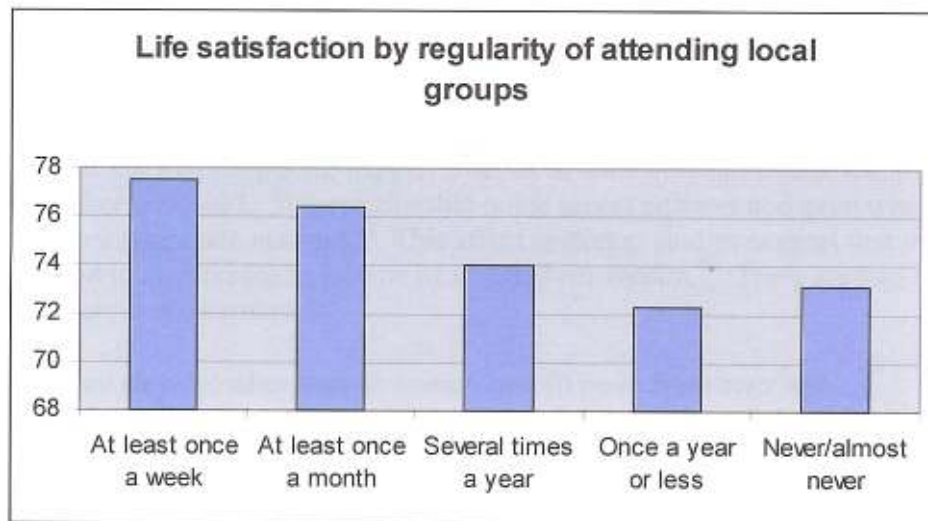
Bien que le PIB soit l'instrument le plus courant pour mesurer la richesse créée dans un pays, celui-ci n'affecte pas directement le niveau de satisfaction de la vie des gens, notamment dans les pays développés. En revanche, il semble que cet indicateur soit plus efficace lorsqu'il s'agit de pays en voie de développement, sans doute, pour des raisons de stabilité du système politique et de liberté démocratique qui sont indispensables pour accompagner le développement économique.

## Le rôle des relations communautaires

Des études menées aux USA montrent un lien très étroit entre l'engagement social des personnes et leur indice de satisfaction. Les rencontres régulières, les activités bénévoles ou la pratique religieuse ont le même effet qu'une augmentation importante de revenu<sup>47</sup>.

Cette affirmation est représentée à l'aide du graphique ci-dessous :

### Relation entre le taux de satisfaction de la vie et la participation à la vie communautaire



L'étude démontre que plus le capital social d'un individu augmente, plus il va exprimer un degré de satisfaction élevé, en particulier si ce capital social est développé dans son environnement immédiat. L'inverse est également démontré. Ainsi, le bonheur des gens tiendrait davantage à leur « revenu relatif » plus qu'à leur « revenu effectif ».

En fait, une part importante du sentiment de bonheur se rapporte au lien social : avoir des amis, un entourage compréhensif et des collègues sont des conditions indispensables au maintien d'une appréciation élevée de l'existence.

Il est difficile de se prononcer sur la portée de cette étude. Il semble cependant que les quelques sondages effectués corroborent avec la réalité de cette analyse. Celle-ci fournit des informations nouvelles sur les manifestations du bien-être, tel que sourire ou entretenir des rapports avec d'autres individus, des informations qui nous permettent d'apprécier la richesse nationale sous un angle différent que celui uniquement du PIB.

Indépendamment du fait de savoir si ce genre d'études apporte des informations utiles à la gestion politique et sociale, le fait de s'intéresser à la « satisfaction de la vie » d'une population suffit à respecter ce type de démarches. La question ouverte reste, cependant, de savoir si nous pouvons influencer ce sentiment de satisfaction. C'est un défi fondamental et toute initiative dans ce sens ne peut être que saluée.

<sup>47</sup> L'étude parle d'un revenu financier qui serait doublé

## La richesse écologique et sociale

Vu la multiplication des dommages à l'environnement qui nous sont aujourd'hui révélés, il me paraît utile de relever, dans ce chapitre, la dimension écologique que nous avons trop longtemps négligée dans notre conception de la richesse.

Pour Patrick Viveret<sup>48</sup>, un développement humain durable ne peut passer que par une révolution des critères et des comptes de la richesse. Il reproche au PIB d'être « *un instrument discutable qui comptabilise sans aucune distinction toutes les activités génératrices de flux monétaires* ». Des accidents et des catastrophes, pourtant destructeurs, sont intégrés positivement dans le calcul du taux de croissance dès lors qu'ils génèrent des flux monétaires de réparation, de remplacement ou d'indemnisations. En revanche, des activités socialement utiles se trouvent dévalorisées dans les systèmes actuels de comptabilité nationale. Il propose donc de *reconsidérer la richesse* et d'entamer un vaste débat public à ce sujet.

Dans le développement économique, nous faisons une totale abstraction des éléments naturels alors que leur dégradation peut condamner l'espèce humaine. Par exemple, sous prétexte que l'air est abondant et gratuit, nous avons très longtemps négligé sa valeur, négligence que les générations futures auront peut-être à payer. Il en est de même pour la qualité de l'eau des océans et l'exploitation outrancière de certaines espèces animales. Alors qu'il existe à travers le monde un mépris total à l'égard du poulet qui est élevé, la plupart du temps, dans des conditions abominables, cette exploitation, censée enrichir l'humanité, entraîne une grippe aviaire dangereuse pour l'humanité mais qui, elle-même, rapporte gros aux industries pharmaceutiques.

Prenons un autre exemple dans le domaine de la santé<sup>49</sup>. Actuellement, chaque visite chez notre médecin accroît le PIB, donc la production nationale. Pourtant, ce qui compte vraiment, ce n'est pas le nombre de visites chez le médecin, mais bien le fait de savoir si l'on est guéri ou, mieux, si l'on échappe à tel ou tel risque. Or, dans la comptabilité actuelle, plus nous faisons de prévention, plus nous cassons la croissance, puisque l'on consomme moins de médicaments et d'heures d'hospitalisation !

Toutes ces aberrations créées par les hommes ne sont nullement prises en compte lorsqu'on essaie d'évaluer « la richesse nationale » !

Pourtant, les entreprises ne sont pas les seules à produire de la richesse. Les activités sociales, développées par les associations et les pouvoirs publics, même si elles dépendent, il est vrai, des moyens de l'Etat, créent autant de richesse sociale alors que, bien souvent, on les considère uniquement comme des coûts, voire des parasites.

Patrick Viveret dénonce, à juste titre, la perversité de nos systèmes actuels liés à la croissance économique. Alors que nous disposons des outils pour mesurer la productivité des entreprises, nous manquons d'instruments pour capter les réelles sources de richesse.

\* \* \*

---

<sup>48</sup> Philosophe français, auteur notamment de « *Reconsidérer la richesse* » 2002

<sup>49</sup> Exemple rapporté par Viveret

## - Chapitre 4 -

## La richesse économique et sociale du travail bénévole

### La place des organisations sans but lucratif dans l'économie

Malgré l'attention croissante portée aux *organisations à but non lucratif*<sup>50</sup>, celles-ci constituent encore un secteur économique relativement méconnu en raison des difficultés à évaluer quantitativement leur travail.

En effet, dans le *Système européen des comptes nationaux et régionaux*, les définitions utilisées ne permettent pas d'isoler spécifiquement le secteur des organisations à but non lucratif. Elles sont éclatées dans différentes branches socio-économiques ce qui compromet leur visibilité.

Cette faiblesse statistique entraîne quelques difficultés :

- elle empêche les chercheurs de mettre certains développements théoriques à l'épreuve de la vérification empirique
- elle prive les décideurs d'informations utiles à l'élaboration et à l'évaluation des politiques économiques
- elle occulte, pour le grand public, l'importance réelle de ces organisations dans la structure économique de nos sociétés.

Des études confirment l'importance du poids économique des organisations à but non lucratif et relèvent leur présence dans des branches d'activité où des emplois sont créés notamment dans les domaines de la santé, de l'action sociale, de l'éducation et de la formation, de la culture et des loisirs. Au-delà de l'aspect quantitatif, la théorie économique (nord américaine, puis européenne) a également mis en avant les atouts des organisations sans but lucratif dans la production des biens et services et soutenu que, dans certains cas, elles constituent même des formes institutionnelles optimales.

---

<sup>50</sup> En Suisse, on parle d'association sans but économique. Ces associations sont régies par les articles 60 à 79 du Code Civil. L'appellation usuelle en France est *Association sans but lucratif* (ASBL) et au Québec, *Organisme sans but lucratif* (OSBL)

## L'exemple du Canada

Pour répondre à cette lacune statistique, le gouvernement canadien a lancé, durant l'année 2000, un projet visant à la création, dans leur système de comptabilité nationale, un compte dit *satellite*<sup>51</sup> regroupant l'ensemble de données économiques du secteur bénévole.

Il comprend un ensemble de comptes types ainsi qu'un volet « non marchand » qui attribue une valeur économique au travail bénévole non rémunéré.

Les données analytiques du *compte satellite* se divisent en trois sections :

1. La première section décrit la taille et la portée du secteur *Sans but lucratif*, du point de vue économique, et calcule également son activité productive exprimée en fonction du PIB
2. La deuxième section donne un aperçu des sources de revenu et de l'utilisation de ces fonds
3. La troisième section porte sur l'activité bénévole et sur ses liens avec l'activité rémunérée du secteur *Sans but lucratif*.

Le compte satellite permet ainsi de combler les lacunes dans les données du secteur *Sans but lucratif* tout en soulevant d'autres questions telles que :

- Quelle est la contribution économique du secteur *Sans but lucratif*, dans son rôle d'employeur ou de fournisseur de biens et services ?
- Quelle est la part du secteur *Sans but lucratif*, dans l'ensemble du PIB canadien ?
- Quelle est la taille du secteur *Sans but lucratif* par rapport aux autres entreprises ?
- Quelles sont les sources de revenu des organismes *Sans but lucratif* ?
- Dans quelle mesure sont-ils financés par les administrations publiques et les dons du secteur privé ?

### La taille et la portée du secteur *Sans but lucratif*

D'emblée, nous constatons que les organisations sans but lucratif jouent un rôle important dans la vie économique du Canada. Elles apportent une contribution primordiale à l'activité économique de ce pays. Cet apport peut se mesurer par le produit intérieur brut (PIB) correspondant, c'est-à-dire par l'activité produite lorsque ces organisations entreprennent un mandat au sein de la société canadienne.

D'après les mesures types<sup>52</sup>, le PIB du secteur *Sans but lucratif* canadien était estimé, en 1997, à **57,5 milliards de dollars, soit 6,9 % du PIB global**<sup>53</sup>.

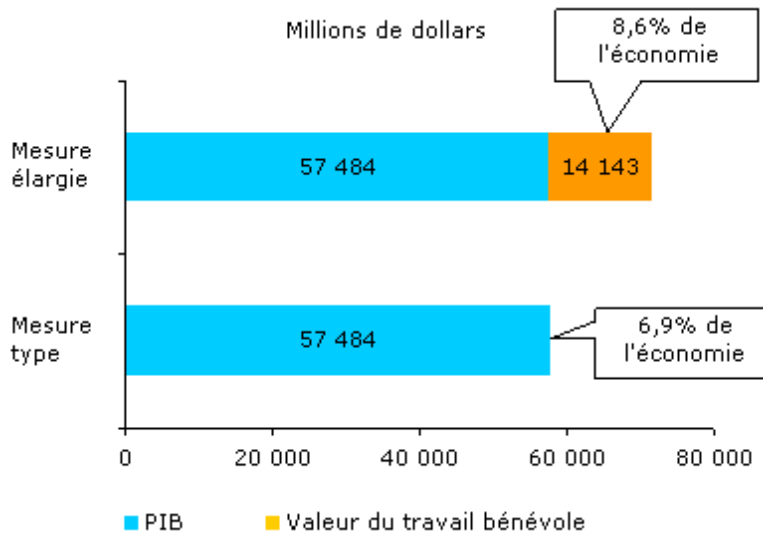
<sup>51</sup> Appelé *Compte satellite des institutions sans but lucratif et du bénévolat*

<sup>52</sup> C'est-à-dire sans tenir compte du bénévolat

<sup>53</sup> Source : Statistiques du Canada / comptes satellites des institutions sans but lucratif et du bénévolat ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)). En 1999, cette proportion est passée à 61,8 mia soit 6,8% du PIB.

Comme ces organisations font largement appel au bénévolat, on élargit le PIB pour évaluer le travail bénévole au coût de remplacement (mesure élargie). Cette mesure représente le coût qu'il faudrait engager pour remplacer les efforts des bénévoles par des services achetés sur le marché du travail rémunéré.

### PIB du secteur *Sans but lucratif* au Canada en 1997



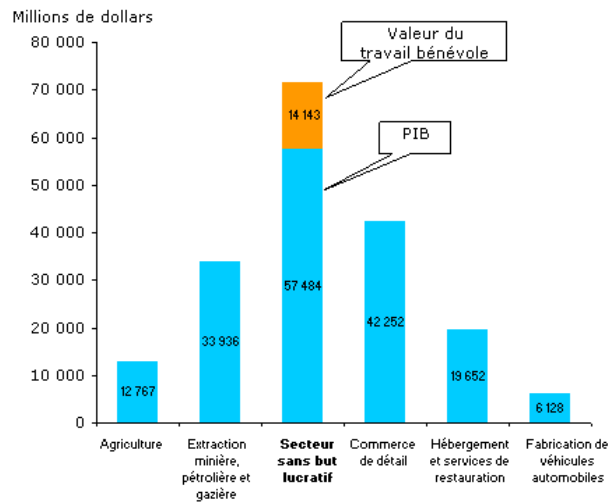
En 1997, année pour laquelle les comptes économiques types et la valeur du travail bénévole sont disponibles, le PIB représentait 57,5 milliards de dollars, soit 6,9 % de l'activité économique. **Si on ajoute, à ce chiffre, la valeur du travail bénévole**, on constate que la contribution des organismes sans but lucratif à l'économie canadienne se monte à 8,6 %.

Pour avoir une représentation à l'échelle de l'activité économique des organisations *Sans but lucratif*, on peut comparer le PIB de ce secteur à celui des grandes industries du pays.

Le PIB élargi (avec le bénévolat) du secteur *Sans but lucratif* serait ainsi 11 fois supérieur à celui du secteur de la fabrication de véhicules automobiles, plus de 4 fois supérieur à celui de l'agriculture, et plus de 2 fois supérieur à celui de l'extraction minière, pétrolière et gazière. Il dépasse aussi de plus de la moitié celui de tout le commerce de détail au Canada. Il dépasse les valeurs de ces grandes industries, que l'on tienne compte ou non dans son évaluation de la contribution du bénévolat (valeur du travail bénévole au coût de remplacement).<sup>54</sup>

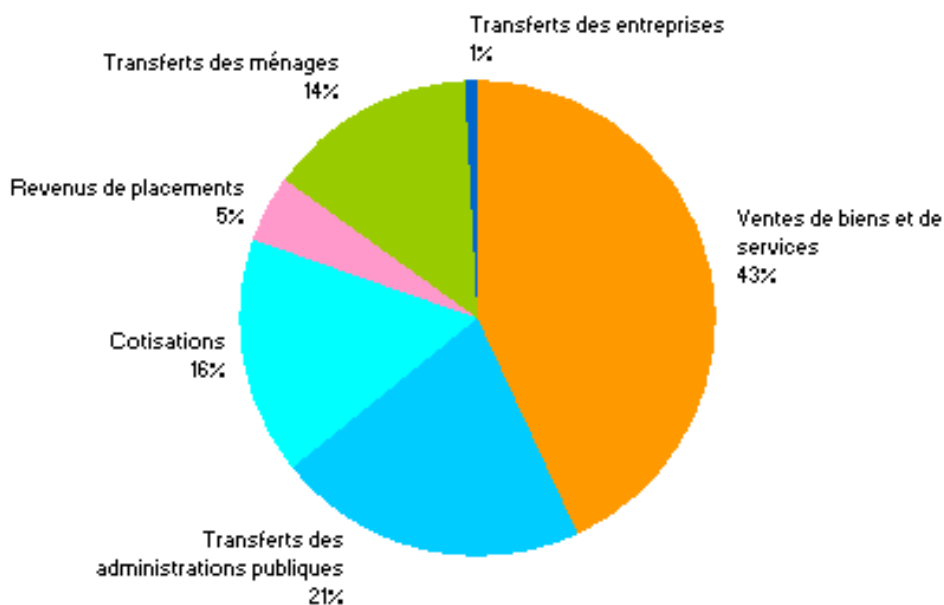
<sup>54</sup> Source : Statistiques du Canada / comptes satellites des institutions sans but lucratif et du bénévolat ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)).

### Comparaison du PIB *Sans but lucratif* avec d'autres industries canadiennes (1997)



### Sources de revenu du secteur *Sans but lucratif*

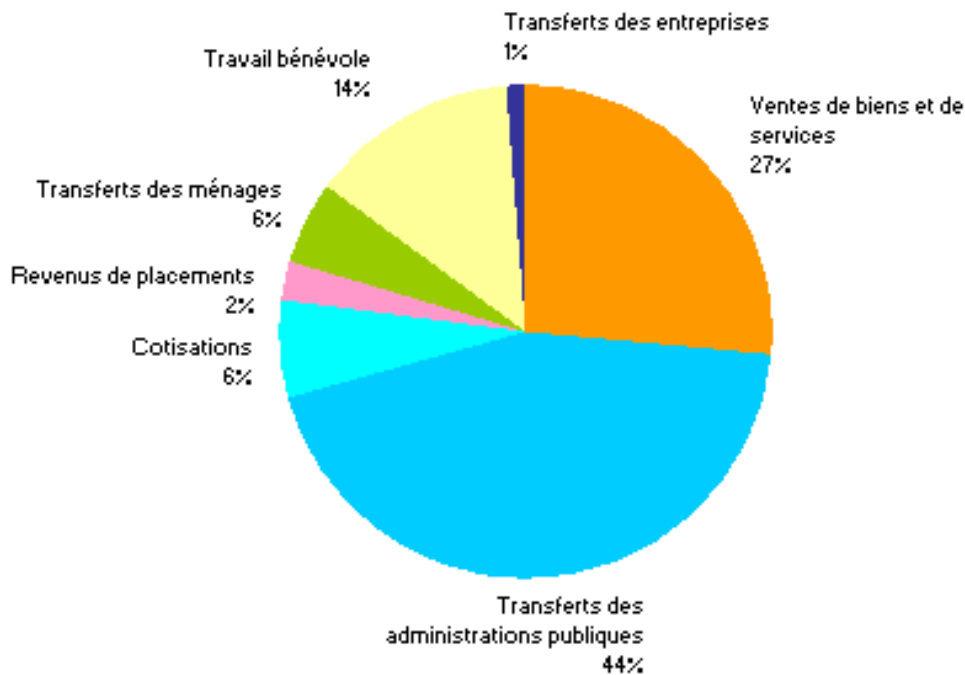
Le secteur *Sans but lucratif* a reçu, en 1999, un revenu total de 44,4 milliards de dollars<sup>55</sup>. Les **ventes de biens et de services** sont de loin la source première de recettes pour ce groupe, lesquelles représentent **43 %** du revenu total, soit plus du double de ce qu'ils reçoivent en **transferts des administrations publiques** (soit 21,1 %). Ensemble, ces deux sources sont à l'origine de 64,0 % des recettes du secteur.



<sup>55</sup> A des fins de comparaison avec la Suisse, nous avons exclu du secteur *Sans but lucratif* les hôpitaux, les universités et les collèges.

### Sources de revenu du secteur *Sans but lucratif* avec le travail des bénévoles

Le bénévolat est une ressource importante qu'apportent les ménages sous forme de **transferts en nature**. Comme pour le PIB, on peut élargir la mesure du revenu du secteur *Sans but lucratif* pour tenir compte de cette valeur supplémentaire. Si on additionne la valeur du travail bénévole aux dons des ménages, on se trouve à tripler l'importance des transferts des ménages dans les recettes totales de ce secteur (de 6% à 20 %).



### Comment évaluer le travail non rémunéré ?

Si l'évaluation de la richesse nationale, au sens classique du terme, à savoir la production globale des biens et services d'un pays, a été régulièrement améliorée dans les comptabilités nationales, il n'en est pas de même pour l'évaluation de l'autre richesse, celle que les êtres humains échangent, transmettent ou acquièrent sans contrepartie financière.

C'est dans ce contexte qu'il devient intéressant de montrer l'importance et la proportion de toutes ces transactions sociales non rémunérées, générées par l'éducation, les tâches domestiques et familiales ainsi que les activités bénévoles.

Pour ces activités, la difficulté consiste naturellement à évaluer financièrement ce travail. Une étude a été réalisée dans ce sens, en Suisse, en 2002, sur mandat de l'Office fédéral de la statistique<sup>56</sup>. L'étude se base sur le recensement de 12 activités non rémunérées qui se répartissent dans 4 catégories :

<sup>56</sup> Evaluation monétaire du travail non-rémunéré, OFSS, Neuchâtel, 2002

- 1) travaux ménagers
- 2) l'éducation et les soins aux enfants, les soins aux autres membres du ménage
- 3) les activités bénévoles
- 4) les activités informelles

L'étude définit le travail non rémunéré comme « une prestation génératrice de valeur ajoutée fournie par un individu en-dehors du marché ». Les biens et services produits par ce travail n'apparaissent pas dans la comptabilité nationale.

D'autre part, le travail non rémunéré ne tient pas compte des activités de loisir. Pour être comptabilisé, le travail non rémunéré doit répondre aux critères de la « tierce personne ». Cela signifie que ces activités doivent correspondre à des tâches qu'il serait possible de confier, contre rémunération, à des tiers (personnes ou entreprises).

Pour l'évaluation financière de ces tâches, l'étude propose deux approches :

#### **Approche basée sur l'output**

Selon cette approche, les biens et services produits par les ménages sont évalués selon les prix existant sur le marché pour des biens et services comparables. L'approche est basée, comme en comptabilité nationale, sur le résultat de la « production ».

#### **Approche basée sur l'input**

Dans ce cas de figure, l'évaluation est faite selon les facteurs entrant dans le travail non rémunéré (input), tels que le travail (exprimé en heures) et les matières premières.

Dans ce cas de figure, l'OFS distingue la méthode des *coûts d'opportunité* et la méthode des *coûts du marché*. La première consiste à déterminer le gain auquel une personne renonce quand elle se consacre à son propre ménage plutôt qu'à une activité lucrative. La deuxième méthode des coûts du marché consiste à estimer ce que le travail non rémunéré coûterait si on le faisait exécuter par un tiers<sup>57</sup>.

Pour des raisons pratiques, le travail non rémunéré des bénévoles de la Croix-Rouge fribourgeoise (voir ci-dessous) a été estimé par l'approche de l'input et la méthode des coûts du marché. Celle-ci suppose que le travail non rémunéré pourrait être effectué par une « personne de substitution » au coût du marché, donc selon le salaire que toucherait, pour exécuter ces tâches, un substitut travaillant sur le marché<sup>58</sup>.

Certains affirment qu'il est vain de vouloir déterminer avec précision la valeur du travail non rémunéré. Il faut admettre que ce calcul comporte nécessairement des imprécisions et que certains aspects du travail non rémunéré échappent à toute évaluation monétaire.

En effet, certaines caractéristiques du travail comportent également des valeurs immatérielles liées, notamment, à l'émotion qui sont difficiles, elles, d'évaluer en terme monétaire.

<sup>57</sup> OFS, Evaluation monétaire du temps non rémunéré, page 20

<sup>58</sup> L'OFS distingue, en outre, la méthode du « substitut global », c'est-à-dire en tenant compte d'une personne capable d'effectuer tous les travaux (coût moyen) ainsi que la méthode du « substitut spécialisé » où, au contraire, toutes les activités à faire sont évaluées en fonction du salaire du spécialiste correspondant.

Les résultats de cette étude montrent que **la valeur du travail non rémunéré**, d'après la méthode du substitut spécialisé, selon la base des statistiques 1997, s'élève, en Suisse, à **58% du PIB**<sup>59</sup> et que les travaux ménagers représentent la part la plus importante du travail non rémunéré avec 43.6% du PIB. Viennent ensuite l'éducation et les soins aux enfants ainsi que les soins à d'autres membres du ménage, avec 9.1%, puis les travaux bénévoles et informels avec 5.2%.

Au niveau international, la plupart des pays évaluent le travail non rémunéré sur la base de l'input. Dans la méthode des coûts du marché, ils utilisent aussi bien la méthode du substitut global que celle du substitut spécialisé mais beaucoup se contentent souvent de calculer des salaires moyens ou des salaires légaux minimum.

### **Peut-on mesurer le bien-être national ?**

Le fait d'évaluer le travail non rémunéré ne signifie pas encore que le PIB peut être ainsi corrigé facilement. Dans le cas étudié ci-dessus, il s'agit de produits qui s'ajoutent au PIB. Toutefois, comme nous l'avons vu, l'activité humaine produit ce qu'on appelle des externalités ou « effets externes »<sup>60</sup>. L'externalité négative par excellence est la pollution. La solution à ce problème consiste à équilibrer le surplus produit par le pollueur (son profit) avec le coût induit par l'externalité pour le pollué, afin d'atteindre un optimum pour les deux agents. Ainsi, en ajoutant et en retranchant les valeurs positives et négatives produites par la société, on arrive à un **indicateur de bien-être**.

**Dominique Méda** relève deux expériences, l'une aux USA et l'autre au Japon, effectuées dans ce sens<sup>61</sup>. Le produit national a été complété en ajoutant et en retranchant certains facteurs. Ainsi, ont été retranchés :

- Les dépenses de police
- Les dépenses de justice
- Les dépenses de l'administration générale
- La réparation ou la prévention de la dégradation de l'environnement en général
- L'entretien de l'environnement
- Les dégradations de la pollution non compensée
- Les nuisances dues à l'urbanisation (distance domicile – travail)
- Les dommages résultant d'accidents de la circulation

Par contre, les postes ci-dessous ont été valorisés :

- La consommation publique
- Les services rendus par les équipements collectifs (scolaires, sanitaires, sociaux, jardins publics, etc)
- Les services rendus par les biens domestiques
- Les loisirs
- Le temps consacré aux occupations diverses
- Le travail de la ménagère dans son foyer

Ces effets négatifs ou positifs ont été évalués selon des prix propres aux activités qui étaient comparables à des opérations marchandes équivalentes.

<sup>59</sup> OFS, Evaluation monétaire du temps non rémunéré, page 47

<sup>60</sup> L'externalité est l'affectation hors marché de la situation d'un agent B (en bien ou en mal) par la production ou la consommation d'un agent A.

<sup>61</sup> Dominique Méda, Qu'est-ce que la richesse, page 67

## Le travail bénévole en Suisse

Dans la littérature des sciences sociales, le travail non rémunéré est défini comme l'ensemble des activités produisant des biens et des services qui sont exercées en dehors du marché, et qui ne sont donc pas payées, mais qui pourraient, théoriquement, être accomplies par une tierce personne moyennant rétribution.

Une étude<sup>62</sup>, menée en 2002 sur le bénévolat en Suisse, distingue trois types de travail non rémunéré :

1. le travail domestique et familial
2. les activités bénévoles ou honorifiques effectuées dans le cadre d'associations, d'institutions ou d'organisations (toutes regroupées sous le terme de travail bénévole organisé)
3. les activités bénévoles effectuées en dehors du ménage et de tout cadre institutionnel telles que l'aide aux voisins, la garde d'enfants de tiers, les services rendus à des connaissances ou à la parenté. Ce type d'activités est souvent désigné sous le terme de travail bénévole « informel ».

Toutes ces activités ne sont pas enregistrées sur le plan comptable bien qu'elles participent à la richesse nationale. Seules les activités rémunérées des associations sont enregistrées, au niveau national, dans le secteur des *Institutions sans but lucratif au service des ménages*<sup>63</sup>, dans lesquelles on retrouve d'autres structures telles que des associations de consommateurs, des partis politiques, des syndicats, les Eglises, les organismes de charité, etc. Leurs points communs sont que, d'une part, ces institutions produisent des services pour les ménages et que, d'autre part, elles soient financées par des cotisations volontaires et/ou par la vente de biens et services.

Toutefois, comme nous le verrons plus loin, une part importante des prestations proposées par ces organismes, dont par exemple la Croix-Rouge fribourgeoise, ne sont pas enregistrées parce qu'elles échappent à la rémunération. C'est tout le problème de l'évaluation monétaire du travail non rémunéré dont font partie les activités bénévoles et d'entraide mais aussi les tâches domestiques et familiales.

---

<sup>62</sup> Publications de l'Office fédéral de la statistique: *Du travail, mais pas de salaire. Le temps consacré aux tâches domestiques et familiales, aux activités honorifiques et bénévoles et aux activités d'entraide*. OFS, Neuchâtel 1999, *Evaluation monétaire du travail non rémunéré*. Une analyse empirique pour la Suisse basée sur l'enquête suisse sur la population active. Hans Schmid, Alfonso Sousa-Poza, Rolf Widmer. OFS, Neuchâtel 2002.

<sup>63</sup> Il existe en tout 5 secteurs : Les ménages, les sociétés non financières, les sociétés financières, les administrations publiques et les institutions sans but lucratif au service des ménages

### Les principales données statistiques<sup>64</sup>

- En Suisse, en l'an 2000, une personne sur 4 effectue au moins une activité bénévole ou honorifique au sein d'une association, d'une institution ou d'une organisation.
- Le taux de participation est plus élevé pour les personnes d'âge moyen (40 à 54 ans).
- Le niveau de formation joue un rôle, en ce sens que, plus le niveau est élevé, plus la proportion de bénévoles est forte.
- Le record est atteint par les personnes au bénéfice d'une formation professionnelle de degré tertiaire, avec plus de 35%. On peut supposer que les connaissances professionnelles de ces personnes sont très appréciées par les organisations et les institutions.
- L'engagement des hommes est supérieur à celui des femmes (29% contre 20%). Temps investi : en moyenne 14 heures par mois (15 heures pour les hommes et 13 heures pour les femmes).
- *Chez les hommes*, nous trouvons d'abord les associations sportives, puis les associations culturelles; ensuite viennent les associations de défenses d'intérêts, les fonctions politiques et les services publics.
- *Chez les femmes*, les associations sportives, socio-caritatives, religieuses et culturelles bénéficient à peu près du même taux de bénévoles. L'engagement féminin est nettement plus faible dans les associations de défense d'intérêts, les fonctions politiques et les services publics.

### Evaluation financière du bénévolat<sup>65</sup>

- 41% des personnes résidentes en Suisse ont des activités bénévoles
- 44 millions d'heures sont produites par mois, ce qui correspondrait à 248'000 postes de travail à plein temps
- pour une année entière, cela donne un total annuel de 741 millions d'heures. A titre de comparaison, les services publics de santé et d'assistance sociale ont fourni en 2000 un total de 587 millions d'heures de travail rémunéré
- si l'on devait rétribuer des salariés pour effectuer ce travail, cela coûterait **CHF 19,4 milliards par an, soit 5% du PIB**, selon l'évaluation monétaire effectuée sur les données de 1997.

\* \* \*

<sup>64</sup> Source : Forum bénévolat Suisse, Berne / [www.forum-benevolat.ch](http://www.forum-benevolat.ch)

<sup>65</sup> Dans le cadre d'associations de « bénévolat structuré »

## La Croix-Rouge fribourgeoise et son apport économique et social

### La Croix-Rouge fribourgeoise : institution caritative ou entreprise de services ?

Avec 173 collaborateurs<sup>66</sup>, la Croix-Rouge fribourgeoise<sup>67</sup>(CRF) figure dans la catégorie des PME d'une importance respectable au niveau cantonal. Toutefois, en tant qu'institution caritative, comment faut-il considérer cette organisation sur le plan économique ? Peut-on la désigner comme une entreprise ?

Sur le plan juridique, c'est une *association de bienfaisance*, conformément à l'art. 60 CO, sans obligation d'être inscrite au Registre du commerce. On la considère généralement comme une institution car elle a été établie pour durer et dans le but de satisfaire des intérêts collectifs.

Par contre, sur le plan économique, en déployant une activité de services avec des collaborateurs professionnels engagés sous contrat privé, elle se situe manifestement dans le chiffre des trois à six cent milles entreprises du pays prises en considération par le recensement fédéral des entreprises de l'Office fédéral des statistiques<sup>68</sup>.

Sur le plan social, c'est encore une entreprise en tant que *système social d'action* avec, naturellement, la contrainte préliminaire de survivre tant sur le plan économique et financier.

Par la multiplicité de ses activités, l'Institution se présente donc à la fois comme une œuvre caritative et comme une entreprise de services. Elle a été instituée, certes, pour servir des intérêts collectifs mais aussi, dans le cadre de son développement, pour assurer sa pérennité. En effet, pour faire face aux aléas des dons et subventions, elle a dû, au fil du temps, développer des prestations de services rémunérées afin de dégager une valeur ajoutée.

Le visage de l'institution est ainsi multiple. Elle n'est pas seulement une *œuvre caritative*, comme on a coutume de la percevoir, mais aussi une *auxiliaire des pouvoirs publics* et un *prestataire de services*. Ces différentes missions impliquent, sur le plan opérationnel, une approche distincte en termes de communication et d'objectifs financiers. Les mandats accomplis pour le compte des pouvoirs publics doivent être couverts, alors que les activités caritatives (redistribution des richesses) doivent être compensées par des prestations provenant de services bénéficiaires.

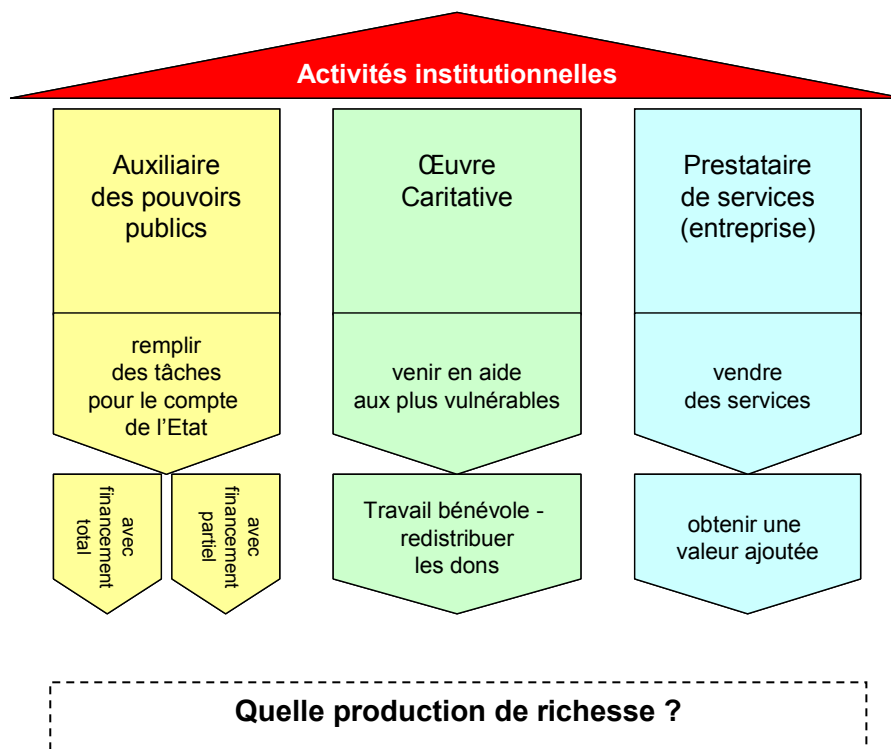
---

<sup>66</sup> Situation au 31.12.2006

<sup>67</sup> L'appellation officielle est: Association cantonale fribourgeoise de la Croix-Rouge suisse

<sup>68</sup> Enquête suisse sur la population active (ESPA)

Cet ensemble peut être représenté schématiquement de la manière suivante :



L'enjeu consiste donc à évaluer l'apport économique au PIB national dans les trois types d'activités. Si les parties latérales « Auxiliaire des pouvoirs publics » et « Prestataire de services » ne posent pas de problèmes puisque le travail est comptabilisé par le versement des salaires, il en est différent de la partie centrale « Œuvre caritative » où se développe principalement le travail non rémunéré des bénévoles.

### La part contributive de la Croix-Rouge à la richesse nationale

En tant qu'organisme caritatif, la recherche du profit n'est pas la priorité pour la CRF. Si la condition primaire est garantie, à savoir la survie économique, l'Institution peut alors envisager le déploiement de ses objectifs.

Dans une telle organisation, la résultante du travail ne se calcule donc pas en termes financiers mais en termes de satisfaction, collective ou individuelle. La valeur ajoutée, dans ce cas, est d'ordre immatériel bien qu'elle participe à l'augmentation du bien-être général.

Indépendamment du résultat, en déployant ses activités professionnelles<sup>69</sup>, la CRF développe des prestations de services qui participent, elles, à l'augmentation du produit intérieur brut. La question reste de savoir si les activités bénévoles peuvent être intégrées à

<sup>69</sup> Dont une énumération détaillée est donnée ci-après

la production nationale, étant donné qu'elles proviennent d'un don, donc d'une production déjà enregistrée.

Dans un premier temps, nous allons donc déterminer l'apport économique (richesse) développé par les activités de service de l'Institution et, dans un deuxième temps, la valeur économique issue du travail non rémunéré.

### La CRF en tant que prestataire de services

L'organisation et la gestion de la CRF ressemble, sur plusieurs points, à celle d'une grande PME. Elle doit établir une stratégie et des objectifs de croissance, assurer sa survie économique et financière ainsi que développer ses ressources humaines. Un Comité de direction assume le contrôle stratégique et financier et une Commission du personnel participe à la sauvegarde des intérêts des collaborateurs.

#### Classification des activités institutionnelles selon le type de financement

Vu sous l'angle économique, on peut regrouper les activités de la Croix-Rouge fribourgeoise dans quatre domaines distincts:

- |  |   |                             |
|--|---|-----------------------------|
| <p>1. <b>Prestations commerciales</b> (à caractère social / <i>prestations facturées</i>)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ventes de textiles et d'habits</li> <li>- Location de lits électriques</li> <li>- Location d'appareils d'alarme pour personnes âgées</li> </ul>   | } | Ventes de biens et services |
| <p>2. <b>Cours et formations</b> (<i>prestations facturées et subventionnées</i>)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- formation d'auxiliaires de santé Croix-Rouge</li> <li>- formation à l'animation et à l'accompagnement des personnes âgées</li> <li>- formation de baby-sitter</li> <li>- cours à la population</li> <li>- prévention et promotion de la santé</li> <li>- Aide à domicile</li> <li>- Garde d'enfants à domicile</li> <li>- Baby-sitting</li> </ul> |   |                             |
| <p>3. <b>Mandats</b> (<i>prestations payées par le mandant</i>)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Accueil et encadrement des requérants d'asile</li> <li>- Ergothérapie ambulatoire et à domicile</li> </ul>  | } | Mandats                     |
| <p>4. <b>Prestations bénévoles</b> (<i>prestations gratuites</i>)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- écoute et aide individuelle</li> <li>- transport bénévole</li> <li>- visites à domicile</li> <li>- divers</li> </ul>  | } | Dons des ménages            |

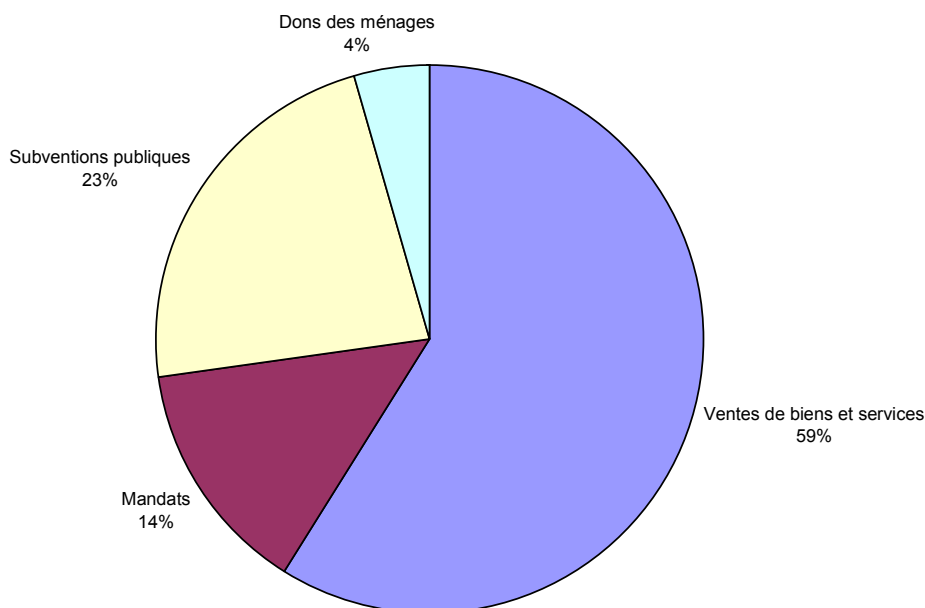
Les activités 1 à 3 sont des activités rémunérées qui entrent dans la composition du PIB. Leur exploitation constitue une production de services, indépendamment du fait qu'elles soient ou non subventionnées par l'Etat, partant du principe que les pouvoirs publics soutiennent financièrement des services utiles à la société. En 2006, l'ensemble des activités rémunérées de la CRF ont représenté un **montant de CHF 24 millions<sup>70</sup>** dont les principales sources de financement étaient :

1. les pouvoirs publics<sup>71</sup> (env. 75%)
2. les ventes de produits et services (env. 28 %)
3. les dons privés (env. 2%)

Toutefois, ce financement tient compte d'une situation particulière, à savoir le mandat pour l'accueil des requérants d'asile qui constitue une mission d'Etat (Confédération et cantons). Si l'on fait abstraction de cette activité, qui reste une exception parmi les interventions de la Croix-Rouge Suisse, les ressources financières s'élèvent à **CHF 5,4 millions**, avec la répartition suivante :

1. les ventes de produits et services (env. 73%)
2. les pouvoirs publics (env. 23%)
3. les dons des ménages (env. 4%)

#### Sources de revenus de la CRF en 2006<sup>72</sup> sans le bénévolat



<sup>70</sup> Source : rapport d'activités 2006 de la CRF

<sup>71</sup> Confédération, canton et communes

<sup>72</sup> Sans le mandat d'asile

## La CRF en tant qu'institution caritative

Les activités bénévoles sont relevées sous forme statistiques (nombre de prestations, d'heures, de kilomètres, de personnes aidées, etc).

Ces prestations concernent :

- les visites à domicile, lesquelles s'effectuent surtout auprès de personnes âgées, malades ou handicapées
- le transport de personnes à mobilité réduite qui doivent se déplacer essentiellement pour des raisons médico-sociales
- la promotion et la pose d'appareils d'alarme en faveur de personnes seules et âgées dans le but de leur assurer une plus grande sécurité en cas de problème
- le service d'aide aux proches qui permet de libérer, selon les circonstances, les personnes qui remplissent des tâches de surveillance et d'encadrement d'une personne âgée ou malade à domicile
- les cours de langue aux personnes migrantes
- l'intégration de familles et d'enfants migrants avec un accompagnement, comme par exemple, la surveillance des devoirs ou la découverte des us et coutumes du pays
- l'organisation et la logistique pour assurer le développement et l'exécution de tâches institutionnelles (administration, marketing, etc).

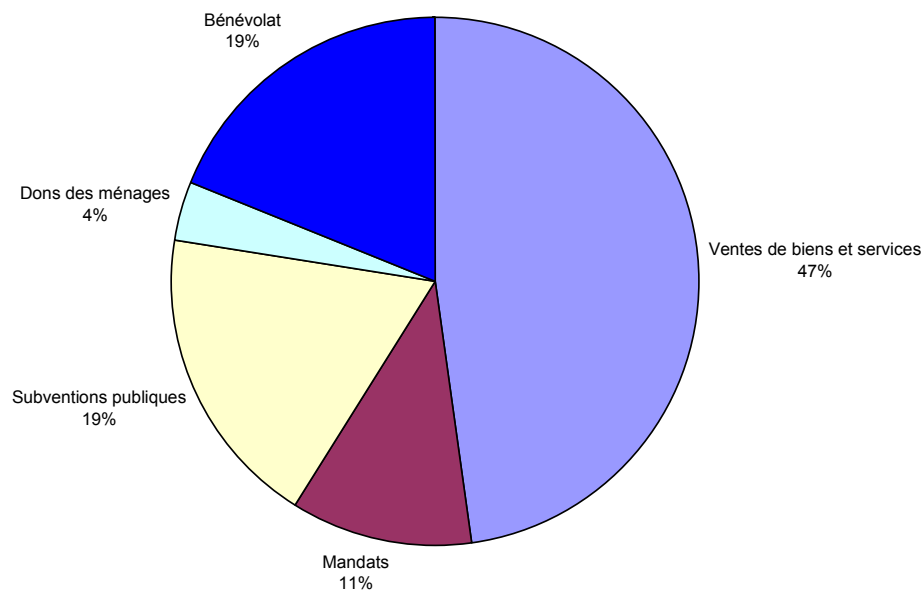
### Evaluation monétaire des prestations bénévoles

Le tarif appliqué est une estimation du prix à payer pour une activité semblable provenant du marché. Sur la base du calcul ci-dessous, et sans entrer dans le détail, on peut aisément admettre que le produit global du travail des bénévoles dépasse largement **le million de francs suisses**.

Prestations bénévoles	Heures enreg.	Tarif h.	Evaluation
Aide et visites à domicile	33085	25	834'154
Transport de personnes	5750	30	172'500
Appareils d'alarme	600	25	15'000
Cours de langues	1200	30	36'000
Intégration	200	25	5'000
Administration et logistique	1032	30	30'960
Total	41867		<b>1'093'614</b>

Si l'on intègre ce montant dans les produits 2006 de la CRF, nous pouvons constater que la source effective des revenus est modifiée, en ce sens que **l'apport des ménages passe de 4% à 23%** (les subventions publiques passent de 23% à 19%, les ventes de biens et services de 59% à 47%).

### Sources de revenus de la CRF en 2006 avec le bénévolat



On constate donc que la CRF en tant qu'association sans but lucratif, agissant sur le plan économique et caritatif, contribue à la richesse nationale pour un **montant de l'ordre de CHF 6,5 millions**, dont la provenance est constituée par :

- |   |      |
|---|------|
| <b>1. Produits de son travail</b><br>(Ventes de biens et services et mandats publics) | 58 % |
| <b>2. Don des ménages</b> (en argent et en nature)                                    | 23 % |
| <b>3. Transfert des pouvoirs publics</b> (subventions)                                | 19 % |

\* \* \*

## Conclusion

Notre monde change, certes, mais dans quelle direction ? Alors que la production mondiale ne cesse d'augmenter, que nos taux de croissance économiques sont chaque année maintenus, voire dépassés, sommes-nous vraiment certains que notre société s'enrichit ? L'expansion économique améliore-t-elle *de facto* le bien-être de l'humanité ?

Au fond, ce que tout individu et, *a priori*, toute société humaine, recherche, c'est le bonheur, même si cette notion reste difficile à expliquer et surtout à évaluer. L'activité économique, fruit du travail des hommes, reste cependant un élément essentiel du bien-être et on peut admettre que plus celui-ci s'accroît, plus le sentiment de bonheur augmente.

Pas étonnant donc que l'OCDE<sup>73</sup> s'intéresse aujourd'hui à la mesure du bonheur<sup>74</sup>. Les économistes actuels reconnaissent du reste volontiers que la mesure du progrès doit intégrer, en plus du PIB, l'évaluation du bonheur des habitants d'un pays. Cependant, pour créer cet indice de bonheur, il convient d'abord de définir ce qu'est un pays heureux. Plusieurs organismes d'envergure mondiale, tels que le PNUD<sup>75</sup>, la Banque mondiale, l'OMS, le HCR ou encore Amnesty International, participent à la sélection des critères les plus pertinents. Actuellement, l'OCDE retient les indicateurs suivants : *espérance de vie, mortalité infantile, obésité, niveau des dépenses de santé publiques et privées, chômage des jeunes, inégalités de revenus, population carcérale, réseau de transport, violence routière*.

Nous savons donc, aujourd'hui, que le PIB n'est pas le seul indicateur du bien-être. Pourtant, nous considérons toujours que sa croissance représente la marche à suivre. Nous restons concentrés sur la production, considérée comme la seule et « vraie richesse » par l'économie classique alors que, dans le même temps, nous détruisons des ressources naturelles, nous polluons et sacrifions la biodiversité et notre tissu social et familial s'effrite.

La place de l'homme dans la société n'est-elle pas en train de disparaître au profit du « chacun pour soi » ? Le travail a pris une telle place, dans notre société, qu'il est devenu le reflet, non plus de l'épanouissement humain, mais de l'enrichissement et de la réussite individuels. Même si le travail reste au centre de l'existence humaine, « l'esprit du capitalisme »<sup>76</sup>, transforme sa finalité et il ne devient plus qu'un objectif personnel, sans autre responsabilité sociale.

Or, ce changement entraîne des tensions sociales importantes, du chômage, de la violence, des foyers brisés, des externalités toutes négatives que nous n'enregistrons pas dans notre « richesse nationale ». Au contraire, nous avons même tendance à les considérer comme des facteurs d'accroissement du bien-être. A l'inverse, la vraie richesse d'un pays c'est celle qui permet d'obtenir une société harmonieuse produisant des biens et services adaptés aux besoins réels des hommes, dans le respect de l'environnement et d'une redistribution juste des produits et qui redonne la liberté et la responsabilité aux citoyens.

<sup>73</sup> Organisation pour la coopération et le développement économiques

<sup>74</sup> Une réunion internationale a réuni, en avril dernier à Rome, plusieurs experts autour du thème « Peut-on mesurer le bonheur ? » Source : Google « Mesure du bonheur » Rome

<sup>75</sup> Programme des Nations unies pour le développement (agence de l'ONU)

<sup>76</sup> L'expression est de Max Weber dans « Ethique protestante et l'esprit du capitalisme »

Cet idéal de société ne pourra pas aboutir si nous ne révisons pas notre manière de comptabiliser le PIB et de réévaluer la contribution de l'économie informelle, de cette production de services spontanée et gratuite apportée par les uns pour les autres. Nous devons cesser de croire que les dépenses liées à l'augmentation de la sécurité, du recours systématique au pouvoir judiciaire ou à la réparation de dommages sur l'environnement, créent de la richesse. A contrario, lorsque nous aurons reconnu que d'autres activités, comme par exemple, l'éducation familiale ou l'entraide proposée par les bénévoles, représentent une valeur ajoutée à la richesse nationale, nous aurons alors franchi un pas important, décisif et historique, dans notre manière de concevoir la société de demain.

\* \* \*

## Bibliographie

- Jean Valarché, *Histoire des doctrines économiques*, 1984 (notes de cours)
- CG. de Chamborant, 1842, *Du paupérisme, ce qu'il était dans l'antiquité, ce qu'il est de nos jours*.
- Jean-Baptiste Say, *Traité d'économie politique, La production des richesses*, Livre 1,
- David Ricardo, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, chap. 20, Des propriétés distinctives de la valeur des richesses
- Auguste Walras, 1849, *Théorie de la richesse sociale*,
- Paul A. Samuelson, *Economics*, 11<sup>th</sup> Edition, 1980
- Thierry Mauron, *Logiques et dilemmes du développement économique*, Editions universitaires Fribourg, 1988
- Dominique Méda, *Qu'est-ce que la richesse ?*, Paris, 1999
- Nick Donovan et David Halpern, *Life Satisfaction : the state of knowledge and implications for government*, GOV, Cabinet Office analytical paper, Londres, 2002
- Office fédéral de la statistique, *Du travail, mais pas de salaire*, Neuchâtel, 1999
- Office fédéral de la statistique, *Evaluation monétaire du travail non rémunéré*, Neuchâtel, 2002

### Consultations sur internet

- Frédéric Bastiat, *Richesse, Les Harmonies Economiques*,
- Business PME, mai 2006, *La pensée économique de l'antiquité orientale et grecque*
- Patrick Viveret, Reconsidération de la richesse
- Patrick Viveret, Mais qu'est-ce que la richesse ? Médiasol
- Philippe Merlant et Patrick Viveret, Passerelle Eco, *Dix Poncifs sur la richesse*, 2003,
- Les espaces thématiques de Place-Publique
- Jean-Joseph Goux, *Frivolité de la valeur*, 2000
- Dominique Méda, *Famille et travail*, 2005
- Maud Simonet, *Penser le bénévolat comme travail pour repenser la sociologie du travail*, CNRS
- Office fédéral de la statistique, *Compte satellite de production des ménages*, Neuchâtel, 2004
- Office fédéral de la statistique, *L'argent et la gloire pour les hommes, le ménage pour les femmes*, Berne, 1998
- Office fédéral de la statistique, *Le travail non rémunéré mesuré pour la 1<sup>ère</sup> fois en tant que grandeur économique*, Neuchâtel, 2004
- Office fédéral de la statistique, *L'aide sociale – un pilier de la sécurité sociale ?*, Neuchâtel, 1999
- Office fédéral de la statistique, *Trois pour cent de la population recourt à l'aide sociale*, Neuchâtel, 2006
- Office fédéral de la statistique, *La population active occupée et la population non active augmentent*, Neuchâtel, 2005
- Office fédéral de la statistique, *Emergence d'une importante industrie de l'environnement*, Neuchâtel, 2000
- Office fédéral de la statistique, *Du travail non payé, mais pas sans valeur*, Neuchâtel, 1999
- Jean-Marie Harribey, *Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique*, Séminaire Matisse, Paris I, 2003
- La mesure du bien-être, Marlène Jennings, députée, Ottawa
- Wikipédia, sur les thèmes et auteurs précités